



**HAL**  
open science

# La représentation cartographique de la violence dans les sciences sociales colombiennes

Olivier Pissoat, Vincent Gouëset

► **To cite this version:**

Olivier Pissoat, Vincent Gouëset. La représentation cartographique de la violence dans les sciences sociales colombiennes. Cahiers des Amériques Latines, 2002, 38, pp.77-116. 10.4000/cal.6643 . halshs-00291236

**HAL Id: halshs-00291236**

**<https://shs.hal.science/halshs-00291236>**

Submitted on 17 Aug 2011

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

---

## LA REPRÉSENTATION CARTOGRAPHIQUE DE LA VIOLENCE DANS LES SCIENCES SOCIALES COLOMBIENNES

OLIVIER PISSOAT\* & VINCENT GOUËSET\*\*

**D**EPUIS QUATRE DÉCENNIES, la Colombie apparaît aux premiers rangs mondiaux dans les statistiques générales sur la violence, parmi les États ne subissant pas de guerre ouverte. Même si les classements établis par les grands organismes internationaux (ONU, Banque Mondiale...) ou par les agences de certification économiques, ne manquent pas de poser des problèmes méthodologiques et moraux (pertinence des indicateurs retenus, fiabilité des données selon les pays, comparabilité des chiffres nationaux dans des contextes sociaux et culturels fort dissemblables...), le niveau élevé de violence qui affecte la Colombie depuis longtemps, n'est ni contestable, ni contesté. Il est d'ailleurs frappant de constater que les chiffres sur la violence sont rarement mis en doute par l'opinion publique colombienne. Celle-ci pourtant, très susceptible sur tout ce qui peut contribuer à ternir l'image extérieure de la nation et plutôt suspicieuse à l'égard des « données officielles », n'hésite généralement pas à questionner la validité des informations les plus ordinaires (nombre d'habitants dans les villes ou les quartiers...), comme les plus sensibles (taux de chômage, inflation...).

Le crédit accordé aux mesures de la violence repose sur la valeur du système colombien de production statistique, reconnu comme l'un des meilleurs en Amérique latine. Il tient également au statut singulier que ce thème a acquis pour la recherche colombienne, en devenant un champ d'étude spécifique, hâtivement promu au rang de « violentologie »<sup>1</sup> dans le discours médiatique. En dépit des risques que cela peut comporter pour les chercheurs, l'analyse de la violence,

\* UMR REGARDS (CNRS-IRD), Bordeaux

\*\* UMR ESO (CNRS de Rennes 2)

*Une version en couleurs des cartes de cet article est consultable sur le site internet de l'IHEAL.*

à l'image de la réalité qu'elle dépeint, est en effet solidement ancrée dans le domaine des sciences sociales colombiennes, tant chez les intellectuels colombiens que parmi les étrangers (Peralta et La Rosa, 1997)<sup>2</sup>. D'aucuns ont même parlé en la matière de « tradition » (Kalmanovitz, 1990), ce que dénoncent en retour certains auteurs, qui regrettent la relative caducité ou du moins le caractère répétitif des interprétations conventionnelles du phénomène, pour les opposer à des conceptions plus récentes et plus novatrices (Deas et Gaitán, 1995).

Dans ce contexte marqué à la fois par la prégnance de la violence et par la richesse des études consacrées au problème, les approches de type géographique, en particulier les représentations cartographiques, sont restées relativement rares jusqu'à une date récente, alors que paradoxalement, la dynamique proprement territoriale des faits socio-politiques et des acteurs concernés apparaît d'emblée, pour tous les chercheurs qui ont abordé la question, comme une évidence. Les affrontements armés, les rébellions, les mouvements de guérilla, mais aussi le trafic de drogue, ou encore, dans un autre registre et à une autre échelle, la délinquance et les incivilités urbaines, opèrent selon des logiques de propagation, d'affrontement, de contrôle ou de repli territorial, qui n'ont échappé à aucun d'entre eux. Par ailleurs, la diversité et la richesse des sources d'information disponibles rendaient possible depuis longtemps la réalisation d'un travail statistique et cartographique sur le thème de la violence. La faiblesse institutionnelle de la géographie dans le système universitaire et scolaire colombien, ainsi que le relatif éloignement des géographes, il y a peu encore, des institutions et des spécialistes d'autres disciplines travaillant sur le sujet, ne sont sans doute pas étrangers à cette lacune.

Les choses ont changé récemment, et l'on assiste depuis la fin des années 1980 à une diffusion de l'emploi de carte, de croquis, de figures et autres représentations graphiques dans les études de la violence. Une telle banalisation, liée notamment aux progrès de l'informatique et aux facilités de la cartomatique, est observable tant dans le domaine des sciences sociales que dans la presse grand public, ou dans les textes et documents officiels.

La prolifération des cartes de la violence n'autorise pourtant pas de faire l'impasse sur deux questions fondamentales. L'une porte sur le « bon usage » de la cartographie : avec quel objectif et dans quel contexte institutionnel est produite cette représentation de la violence ? L'autre, forcément liée, pose le problème plus général des implications sémantiques de la violence en tant que telle. À quoi se réfère-t-on ? À quels faits sociaux, politiques ou culturels renvoie ce vocable imprécis ? Réalité et représentation de la violence sont intimement liées, même s'il est illusoire de penser que la seconde puisse être une traduction « fidèle » et objective de la première. Elle ne correspond en réalité qu'à une certaine image de la violence, construite socialement, chargée de sens et influencée par le point de vue de ceux qui la donnent à voir<sup>3</sup>.

C'est précisément cette question des « images » cartographiques de la violence que nous abordons dans le cadre de cet article. Nous avons exclu, malgré

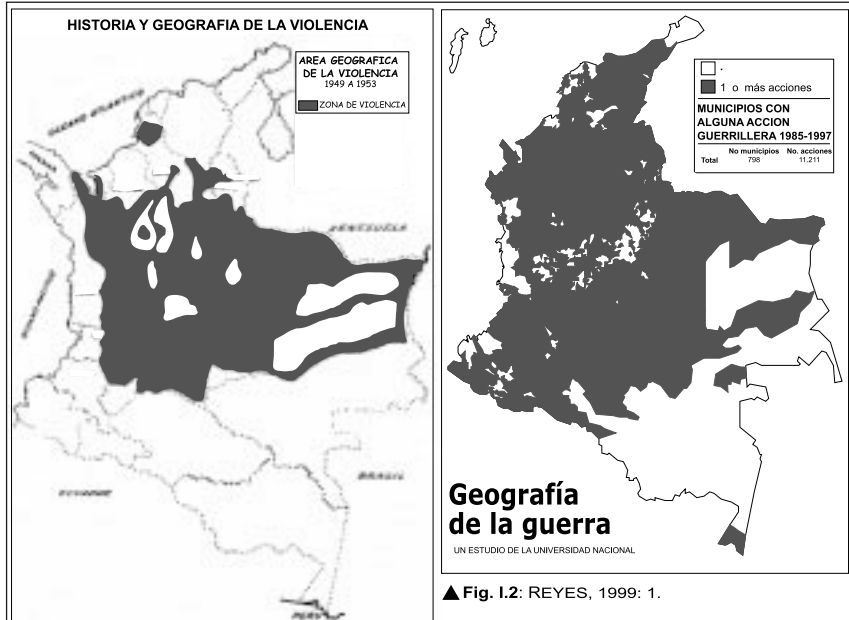
tout l'intérêt qu'ils recèlent pour une réflexion plus large sur la « mise en scène » de la violence dans les sciences sociales colombiennes, les documents iconographiques ne se rapportant pas à la cartographie. L'article s'attache donc tout d'abord à contextualiser l'appréhension de la violence et le recours à l'outil cartographique par les chercheurs colombiens, puis dans un second temps, s'arrête sur les différentes manières dont sont cartographiés la violence et ses protagonistes dans la production scientifique colombienne (et dans une moindre mesure française). Les cartes reprises ici sont pour la plupart des cartes originales colombiennes (parfois remaniées, pour en améliorer la lisibilité), ou produites à partir de sources et/ou d'auteurs colombien(ne)s.

## DES VIOLENCES À LA CARTE

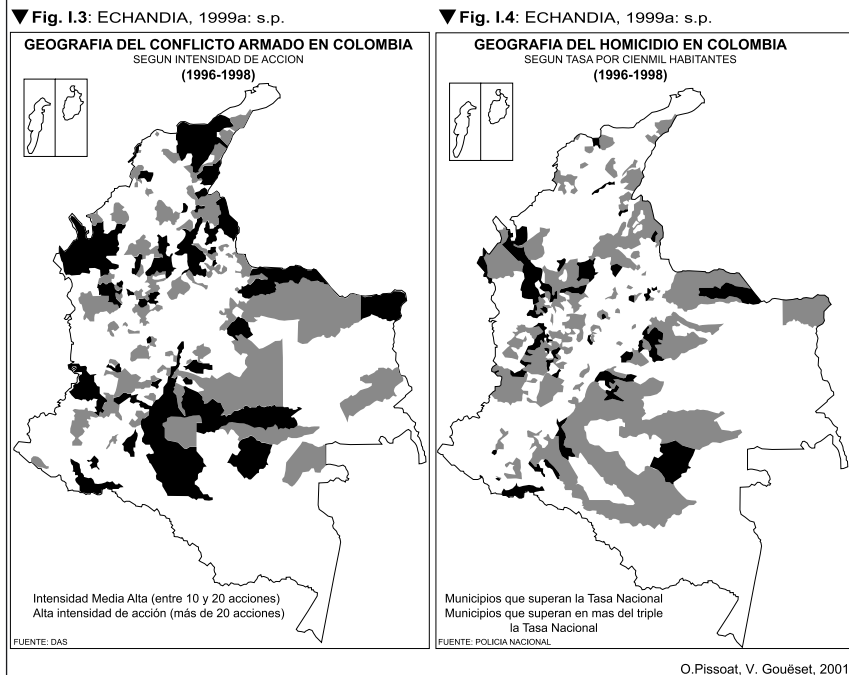
### Les représentations « géographiques » de la violence

Très tôt désireux d'envisager l'inscription spatiale des processus en jeu, les chercheurs colombiens ont spontanément proposé une « géographie » de la violence. Il s'agit là d'une constante que l'on retrouve dès les premières représentations cartographiques, au début des années 1960.

Les titres des figures de la planche I témoignent de l'intention de leurs auteurs (principalement des sociologues) de mettre en lumière la dimension « géographique » du phénomène ; une approche qui se limite en fait à une stricte localisation des faits de violence sur un fond de carte de Colombie, sans véritablement chercher à montrer « ...dans quel milieu, avec quoi, dans quel tissu de relations, de voisinages et de déterminations » s'inscrivent les actes présentés<sup>4</sup>. De plus, le choix des indicateurs retenus, et par conséquent le type de violence montré au lecteur, n'est pas neutre. Ainsi, lorsque débute l'étude systématique de la violence, avec la parution du livre dirigé par Monseigneur Guzmán : *La violencia en Colombia* (1962, vol. 1), le phénomène représenté est l'état de guerre civile qu'a subi la nation au cours des années 1950. La documentation cartographique de l'ouvrage regroupe alors sous une même appellation – la « violence » – des faits différents (tueries, tortures, exactions diverses...), tandis que le texte centre son analyse sur la terrible lutte entre les partisans des deux formations politiques traditionnelles (les libéraux et les conservateurs). La figure sélectionnée ici est une carte « en aire », donc sans hiérarchisation des faits recensés (Fig. I.1). Elle montre l'étendue impressionnante du conflit, mais dénote une ambiguïté en donnant la sensation d'un phénomène unique et homogène répandu sur une large partie du territoire, bien que dans les espaces affectés la situation soit très variable d'un endroit à l'autre. Une telle représentation rappelle le flou sémantique du nom donné à cette période – *la Violencia* –, qui évite de désigner avec précision les forces en présence et suggère au contraire une responsabilité diffuse, partagée par tous les Colombiens.



▲ Fig. I.1: GUZMAN et al., 1962: 97.



▼ Fig. I.3: ECHANDIA, 1999a: s.p.

▼ Fig. I.4: ECHANDIA, 1999a: s.p.

O.Pissoat, V. Gouëset, 2001.

PLANCHE I : DES « GEOGRAPHIES » DE LA VIOLENCIA

Près de quarante ans plus tard, Alejandro Reyes publie dans un grand quotidien (1999 : 2-11), un inventaire cartographique de la violence politique actuelle (Fig. 1.2). Y sont répertoriées sur plus d'une décennie les actions belliqueuses des guérillas<sup>5</sup>, sans distinguer si elles correspondent à des affrontements mortels avec les troupes gouvernementales ou à des coups de force n'ayant provoqué que des dégâts matériels ; ou bien si elles traduisent une présence passagère des groupes insurrectionnels ou au contraire leur contrôle durable sur une région. L'ensemble de la Colombie paraît indistinctement concerné et le sociologue peut, dès l'introduction de son dossier, justifier sa démarche cartographique comme « ...un point de départ [...] pour prendre conscience que, même si la guerre n'a pas encore affecté la vie quotidienne des grandes villes, elle a entraîné suffisamment de destruction sur une bonne partie du monde rural pour mériter l'intérêt des citoyens, et pour que cet intérêt agisse comme une pression en faveur de la négociation de la paix » (*op. cit.*, p. 2). Le flou adopté ici en matière de conventions graphiques dévoile en fait la volonté de l'auteur, de « dramatiser » l'ampleur du phénomène et de militer pour une issue politique du conflit.

Camilo Echandia quant à lui (1999a), afin de caractériser l'évolution récente du problème, compare la répartition du conflit armé à celle des homicides rapportés au nombre d'habitants (Fig. 1.3 et 1.4). Dans l'un et l'autre cas, le mode de représentation obéit aux règles des cartes « en plages », et les discrétisations opérées permettent de mieux dégager les zones les plus touchées. Toutefois, le fond de carte communal utilisé par l'économiste comporte le risque visuel inhérent à l'énorme variété de taille des unités administratives, qui attirent l'œil ou à l'opposé passent inaperçues – les circonscriptions les plus vastes, donc les plus visibles, étant souvent les moins peuplées. À titre de comparaison, dans l'atlas dirigé par Evelyne Mesclier en 1999, les auteurs ont davantage cherché à mettre en évidence le poids relatif et absolu de la violence homicide en Colombie.

Sur un fond de carte jusque-là inédit, hiérarchisant nettement par le jeu d'échelles différenciées, la moitié Est (peu peuplée) et le reste du pays (où sont installés les hommes et les activités), les géographes ont retenu un mode de représentation capable de fournir simultanément deux types d'informations. Sont indiqués à la fois la quantité de meurtres commis (par des cercles proportionnels placés au centre des communes répertoriées), et leur pourcentage dans le nombre total de décès (par la gamme des grisés). De cette manière il devient visible que les homicides sont moins fréquents dans les communes des basses terres orientales, ce qui n'empêche pas de forts taux sur le piémont andin ou dans le département du Guaviare. Dans la moitié Ouest en revanche, si les principales villes sont les plus touchées d'après le nombre de faits recensés, les taux relatifs peuvent être assez faibles, comme à Bogotá par exemple (contrairement à Medellín alors aux prises avec le « cartel » du même nom). Peuvent en outre être individualisés certains foyers de violence spécifique<sup>6</sup>, qui ne ressortent pas avec la même clarté sur les cartes d'Echandia.

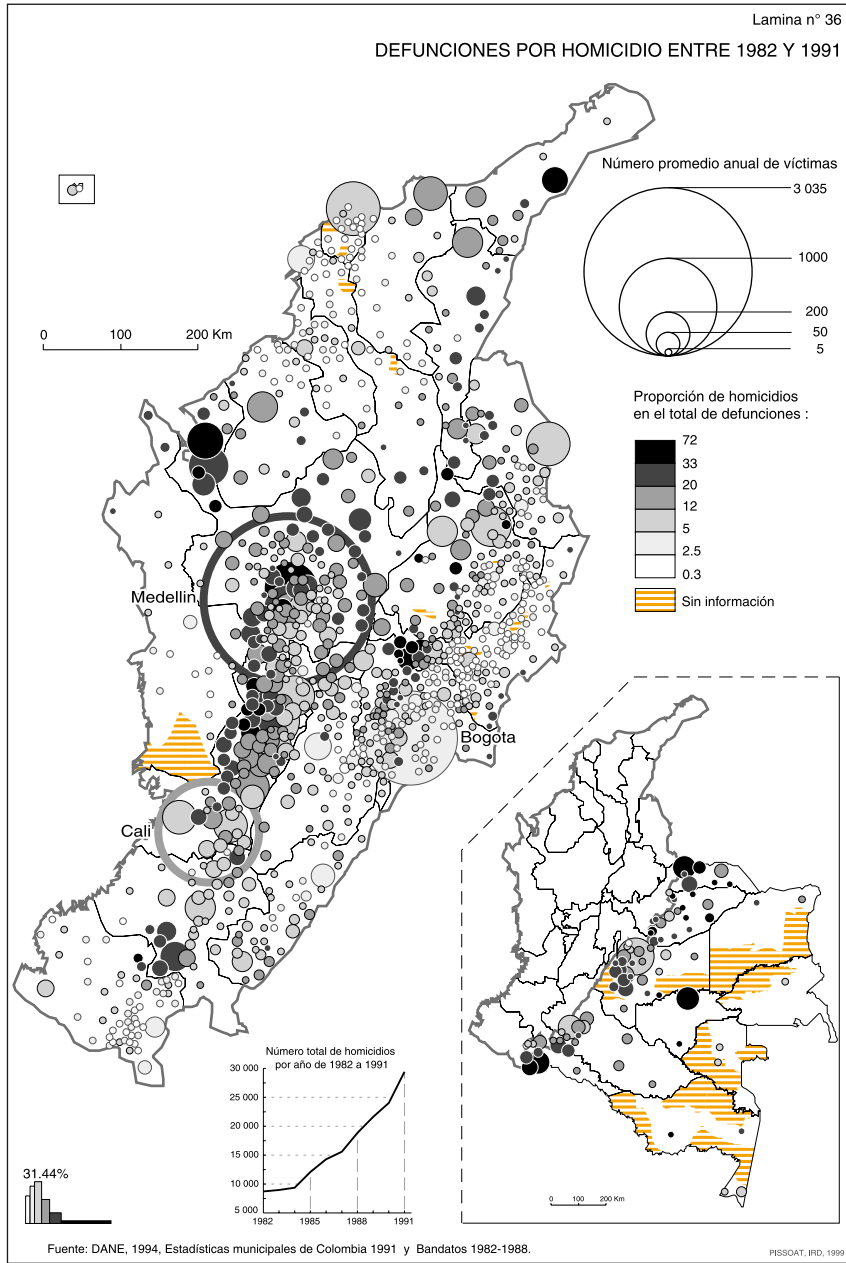


PLANCHE II : LES DÉCES PAR HOMICIDE EN COLOMBIE ENTRE 1982 ET 1991

Pour ce dernier cependant, le recours à la cartographie répond à une approche résolument synthétique, dans le but de redonner tout leur poids aux « acteurs organisés » dans l'explication des indices élevés d'homicide dont souffrent certaines portions du pays. La carte est donc intégrée au raisonnement, comme outil de recherche, en prouvant la « ...correspondance très significative de la géographie de ces phénomènes » (1999a : s.p.). Echandia n'en reste d'ailleurs pas là. Ayant désormais pour centre d'intérêt la violence intra-urbaine, il emploie la même méthode en croisant la distribution des homicides, là encore, avec des données sur les activités délictueuses des bandes juvéniles de Bogotá.

Le choix des variables représentées, homicides ou faits d'armes, ainsi que du traitement statistique éventuel qui en est fait, est significatif d'une certaine conception de la violence. Les deux indicateurs sont parfois présentés sur un même plan, alors qu'ils ne rendent pas toujours compte des mêmes processus. De façon identique, la peur grandissante des citoyens face à la montée – réelle ou supposée – de la « violence urbaine », peut aboutir ou du moins inciter, dans les mesures préconisées par les municipalités, à un relatif amalgame entre grand banditisme, petite délinquance ou simple manquement aux usages élémentaires de la vie en société, alors que les crimes et délits contre les personnes et les actes tels que le vandalisme ne répondent pas aux mêmes logiques. Les « incivilités »<sup>7</sup> renvoient pourtant, en Colombie comme ailleurs, à des comportements s'inscrivant de plain-pied dans les débats tenus sur l'insécurité des métropoles, au même titre que la criminalité. Ce fut par exemple le cas à Bogotá lors de la dernière campagne électorale d'octobre 2000, où les thèmes de l'insécurité et de la récupération des espaces publics furent étroitement associés par les principaux candidats.

Il est manifeste que se pose, au-delà de la pertinence ou de la dimension implicite de l'indicateur cartographié, la question primordiale de la définition même de la violence. Le philosophe Thomas Platt (1992 :185-192) redoute la prolifération des nuances contenues dans ce mot, et s'alarme contre une dérive polémique susceptible de favoriser l'élaboration de raisonnements fallacieux, si « la plasticité même du langage » permet de trop en infléchir ou élargir la signification. Dans le même sens, l'économiste Fernando Gaitán (1997 :86-87) signale comment, en Colombie, les multiples acceptions du terme peuvent pousser les experts à prendre en compte des événements variés qui décrivent des réalités bien différentes. Il liste quelques paramètres accompagnant souvent le concept de violence (absence de libertés, déficience des services publics, chômage, promiscuité...), pour dénoncer les approximations qui entourent cette notion : « ...il est facile de comprendre qu'à vouloir considérer un trop grand nombre de situations sociales comme relevant d'un même processus de violence, on n'obtient en définitive aucune définition [utile], et qu'on court tout simplement le risque de divaguer ».

Une chose est sûre toutefois : la Colombie a traversé la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle dans un climat de violence généralisée, car les multiples manifestations du phénomène ont fonctionné en résonance les unes avec les autres (Pécaut, 1996 :226). Cette caractéristique explique la difficulté d'établir une définition

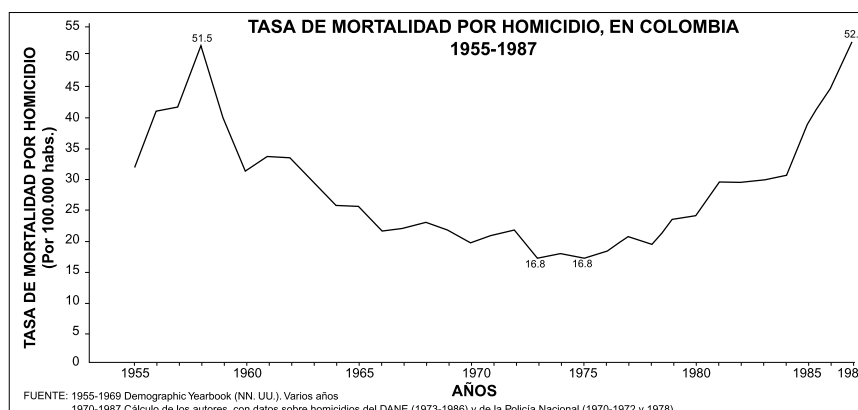


précise pour un sujet qui ne l'est pas, et qui de surcroît change avec le temps. Le problème de la définition de la violence ne peut donc être traité que dans une perspective historique, où les circonstances, les interprétations et les représentations des processus sont très fortement imbriquées.

### Les représentations, comme les interprétations, se modifient à mesure que la violence se développe et change de nature

Rédigé au lendemain de *la Violencia*, au sein de la toute nouvelle Faculté de sociologie de l'Université Nationale de Bogotá, le livre de Mgr. Guzmán envisageait le problème à partir de la théorie du conflit social. Selon cette logique, *la Violencia* était un processus révélateur du dysfonctionnement des « institutions fondamentales » de la nation (politiques, gouvernementales, religieuses, économiques et familiales), de la désintégration et de la réorganisation des structures mêmes de la société. Témoignage de l'intervention des chercheurs dans la réflexion, le diagnostic établi était certes très descriptif, mais n'en a constitué pas moins la seule référence ou presque sur laquelle se sont fondées les études du phénomène jusqu'au milieu des années 1970 (Sánchez, 1986 :18). S'ajoutant aux réinterprétations du travail de Guzmán, des publications de politologues Nord-Américains soulignaient dès lors un point quelque peu délaissé auparavant, en plaçant l'État au centre de l'analyse (Ortiz, 1992 :48-49). L'exemple le plus marquant en ce domaine est l'ouvrage de Paul Oquist (1978), dont la « théorie intégrale » sur l'écroulement partiel de l'État comme élément explicatif de *la Violencia*, a suscité la controverse mais a contribué à orienter les discussions dans cette voie.

Au cours des années 1980, la Colombie subit une nouvelle phase de recrudescence de la violence, qui continue aujourd'hui encore, et dont l'intensité est seulement comparable à celle endurée pendant *la Violencia*, comme l'indiquait dès 1988 la courbe dessinée par Losada et Vélez :



Source : Losada R., Vélez E., 1988 : *Muertes violentas en Colombia, 1979-1986 : informe de investigación*. Instituto SER de Investigación, Bogotá, p. 37.

Or, tous les observateurs l'ont signalé, cette recrudescence s'accompagne d'un relatif renouvellement des modèles qui avaient structuré la violence dans les périodes antérieures (affrontements bipartisans dans les années 1950, émergence de guérillas dans les années 1960 et 1970), avec l'apparition de nouveaux protagonistes belliqueux (narcotrafiquants, groupes d'autodéfense et escadrons paramilitaires, bandes délinquantes dans les villes...), qui établirent des relations le plus souvent conflictuelles avec les groupes rebelles. Néanmoins, cette « nouvelle violence », comme on l'appelle parfois, a commencé par une vaste reprise de la lutte guérillera. Aussi, au premier plan des thèmes abordés par les chercheurs au début des années 1980, se retrouvent les questions des mouvements révolutionnaires, ou contre-révolutionnaires, de la réforme agraire, de l'ouverture démocratique, de l'amnistie ou de la paix ; mais qui toutes évoquaient des préoccupations qui semblaient ressurgies du passé (Sánchez, *op. cit.* p. 21). L'étude de *la Violencia* jouit d'ailleurs à cette période, d'un regain d'intérêt de la part d'une nouvelle génération d'intellectuels colombiens, notamment au travers d'études régionales minutieuses, ou de travaux reliant la violence aux conflits agraires ou fonciers. De par l'ancrage disciplinaire de ces analyses (sociologie, sciences politiques, histoire...), mais également en raison de leur orientation qui s'interroge sur les fondements politiques ou institutionnels des processus, la cartographie de *la Violencia* n'était pas considérée comme un recours nécessaire. Au mieux, les auteurs ayant un terrain d'étude bien délimité dans l'espace émaillaient-ils parfois leurs textes de cartes de repérage, en général purement illustratives.

Progressivement, les chercheurs colombiens se sont rapprochés de la réalité plus contemporaine de la violence, à mesure que celle-ci augmentait. L'objet de leur questionnement s'en est trouvé modifié peu à peu, puisqu'on était passé d'une situation de guerre civile non déclarée où s'affrontaient essentiellement deux partis politiques dans un pays à dominante rurale, à une lutte entre l'État central et plusieurs contre-pouvoirs insurrectionnels qui s'imposaient localement dans un pays désormais urbain. L'héritage des recherches menées sur *la Violencia* pesait pourtant sur l'appréhension de la « nouvelle violence », dans la mesure où de nombreuses études ont continué de chercher à isoler une série de facteurs ou de causalités simples comme déclencheurs et/ou moteurs des conflits. Violence et fermeture du système politique, qui encourage l'adhésion aux mouvements de rébellion ; violence et pauvreté, considérée comme le « bouillon de culture » de la criminalité, étaient les principales relations dialectiques envisagées pour identifier d'hypothétiques « causes objectives » de la violence<sup>8</sup> ; l'État étant souvent, par ses carences et ses dysfonctionnements, désigné comme le principal responsable, à côté des organisations armées.

De plus, contrairement au livre de Mgr. Guzmán qui avait déclenché à sa sortie une vaste polémique relayée par la presse, débordant le cadre de l'Université jusque dans les sphères du pouvoir, les recherches menées au début des années 1980 n'ont pas profité d'une aussi large diffusion, capable de toucher l'opinion publique. La réflexion scientifique restait plutôt confinée dans les milieux uni-

versitaires, auxquels commençait seulement à s'ajouter des ONG et des mouvements associatifs. C'est peut-être pourquoi, jusqu'au milieu des années 1980, ont été publiés toujours plus d'ouvrages, qui renforçaient le jugement des chercheurs, mais qui n'ont que modérément renouvelé l'approche et la compréhension du problème. Certes, d'autres régions et d'autres dynamiques ont été prises en compte (les fronts pionniers par exemple, dans le piémont oriental surtout), mais la rareté des représentations cartographiques de la « nouvelle violence » peut révéler à quel point l'intérêt de se fonder sur l'inscription territoriale des processus en cours n'était toujours pas reconnu par la majorité des spécialistes.

La fin des années 1980 a constitué en revanche un tournant. Tandis que les affrontements qualifiés de « politiques » proliféraient<sup>9</sup>, que les interférences entre les acteurs du conflit devenaient de plus en plus flagrantes et que l'insécurité des grandes villes apparaissait comme un nouveau support au déploiement de la violence, l'étude et la cartographie du sujet se transformaient radicalement. En 1987 en effet, a été publiée « *Colombia : violencia y democracia* », une vaste étude élaborée à la requête du gouvernement par une commission consultative, la *Comisión de estudios sobre la violencia*, présidée par Gonzalo Sánchez et composée principalement de membres de l'Université Nationale. Ce rapport, largement commenté dans les médias, a entériné le caractère protéiforme de la violence, en élaborant une typologie détaillée de ses multiples manifestations. La recherche franchit là une étape capitale. La question devait dorénavant être déchiffrée selon une lecture plurielle, fondée sur la différenciation des violences, en fonction de leurs dynamiques, de leurs responsables et de leur modalité d'expression. Signalons au passage que cet ouvrage majeur répond à une demande institutionnelle, comme celui de Mgr. Guzmán, qui fut rédigé surtout à partir d'informations recueillies en 1958 dans le cadre d'une commission d'enquête mandatée, elle aussi, par le gouvernement (la *Comisión investigadora de las causas actuales de la Violencia*, composée de deux ecclésiastiques, deux militaires et deux représentants des partis politiques traditionnels ; une composition radicalement différente, qui témoigne des changements de contexte et de culture politiques entre les deux dates).

Alors que la compréhension du phénomène se précisait, ont été publiées plusieurs cartes démontrant l'utilité de replacer les violences dans leurs contextes locaux, pour mieux saisir leur singularité. La cartographie y intervenait, pour la première fois, en amont de la démonstration. Rodrigo Losada et Eduardo Vélez ont ainsi proposé en 1988 une représentation régionalisée de la « nouvelle violence » au niveau national (Fig. III.1), avant d'avancer une explication des taux élevés d'homicides observés dans le pays. C'est seulement après avoir identifié les zones considérées comme « assez » ou « extrêmement violentes », qu'ils ont énuméré les divers paramètres explicatifs (dont aucun n'est nouveau en soi) qui s'y conjugaient<sup>10</sup>. Conscients que les phénomènes de violence « ne sont pas associés à une identité administrativement définie » (INMLyCF, 2000 :12), cette approche zonale est aujourd'hui reprise par les spécialistes de Médecine

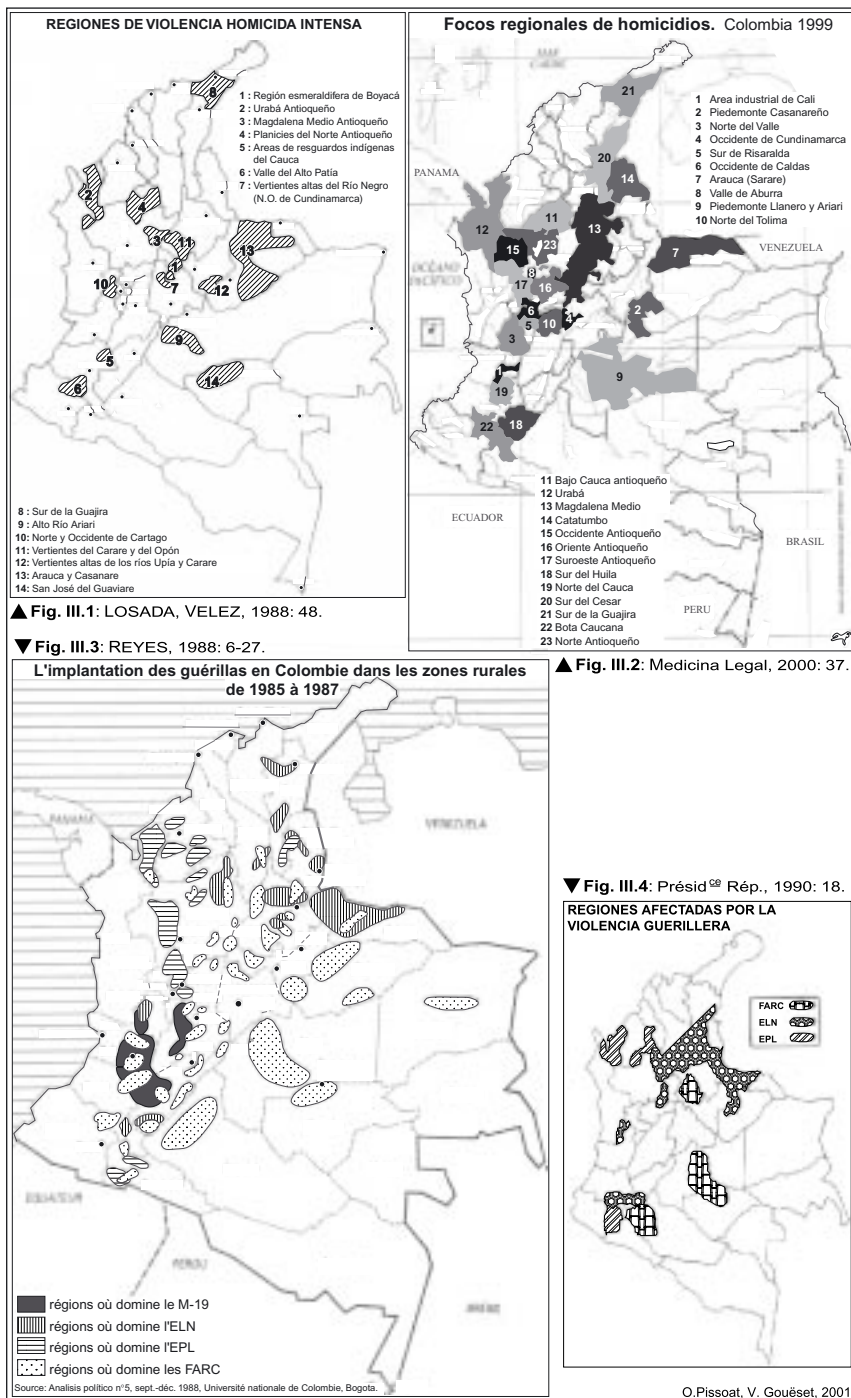


PLANCHE III : FRAGMENTATION SPATIALE DE LA VIOLENCE

légale (Fig. III.2), qui préfèrent maintenant ce type de représentation, à celles par département qu'ils publiaient habituellement. La mise en parallèle des deux cartes prouve du reste que les « foyers » signalés en 1988 sont toujours actifs en 2000 ; certains se sont étendus, d'autres ont émergé depuis.

En 1988 encore, dans le cadre d'un programme intitulé « Géographie de la violence contemporaine en Colombie », A. Reyes s'est également servi de cartes pour asseoir son argumentation sur l'implantation rurale très localisée des fronts guérilleros (Fig. III.3). Le travail cartographique accompli par le sociologue était du reste beaucoup plus soigné que celui des organismes officiels, dont les cartes restent toujours très schématiques et parfois incomplètes (Fig. III.4). Il convient de le remarquer cependant, Reyes, cette fois, n'avait pas choisi d'insister sur l'étendue générale du problème, mais bien plutôt sur la fragmentation des différentes guérillas, en fonction des espaces sur lesquels elles s'étaient installées.

La description systématique des aires guérilleras a surtout permis au sociologue de reprendre les thèses associant la répartition de groupes insurrectionnels aux luttes sociales liées aux conflits agraires. La démarche similaire de Losada et Vélez les a conduits, quant à eux, à mettre en doute la théorie qui pointait les carences de l'État et la pauvreté comme éléments favorisant la perpétration des homicides. Dans ce dessein, ils ont évalué, commune par commune, en ville comme à la campagne, la corrélation entre le nombre d'homicides commis, et des données socio-économiques traduisant la présence de l'État. Une fois surmontée la difficulté du choix des critères à comparer, la méthode pouvait assurément conforter la validation et, surtout, justifier l'infirmité des interprétations déjà développées par d'autres chercheurs. Losada et Vélez s'interrogeaient d'ailleurs à ce sujet dans la conclusion de leur ouvrage : de telles vérifications restaient à faire pour la plupart des facteurs explicatifs communément admis jusque-là (ils citent en particulier « l'injuste distribution de la terre » ou le postulat posant la « démocratie restreinte »<sup>11</sup> comme cause principale de la violence politique).

En vérité, on commençait tout juste à s'intéresser de façon détaillée aux caractéristiques des espaces affectés par la violence, et nombre de chercheurs ou de décideurs<sup>12</sup> restaient attachés aux hypothèses « macrosociales » formulées durant les années antérieures. Le déploiement du « Plan National de Réhabilitation », mis en œuvre par le Président Barco (1986-1990), exprime cette continuité, en appliquant et en étendant les mesures prévues par le gouvernement précédent dans les zones périphériques. Même si investir dans les régions déshéritées visait à établir un dialogue direct avec les communautés affligées par la misère, et non plus seulement avec les guérillas (Pizarro, 1988 : 27), le philosophe José Jairo González pouvait déplorer l'absence d'une « véritable conscience géographique » des réponses à apporter (1989 : 43).

L'élan était pourtant pris. Le Président Gaviria (1990-1994) élaborait en 1991 une stratégie qui, comme le signale J.-J. González, « considér[ait] que l'éradication de la violence exige[ait] de prendre en compte les particularités régionales » (1992 : 33). En 1991 encore, Oscar Fresneda et Libardo Sarmiento publiaient une

classification des communes colombiennes selon leur structure de production et leur degré de développement, cherchant à établir un lien entre les caractéristiques spatiales des communes et la présence des acteurs armés. Cette typologie a aussitôt été considérée par les spécialistes de la violence comme un outil de première importance et fut reprise dans de nombreuses études. L'année suivante, une autre commission était dépêchée par le gouvernement : la *Comisión de superación de la violencia* (présidée, là encore, par un spécialiste de l'Université nationale, A. Reyes, mais composée, outre les universitaires, de membres de la Commission Andines des Juristes et du Cinep, une ONG fortement impliquée dans la défense des droits de l'homme). Cette commission a publié un rapport intitulé *Pacificar la Paz*, qui peut être considéré comme le second volet de *Colombia : violencia y democracia*. La vision du problème y évoluait et l'accent était mis sur sa dimension spatiale, en construisant « une sorte d'atlas de la violence /.../ On [était] passé ainsi d'une typologie de violences à une typologie de régions » (Sanchez, 1993 : 40). L'ouvrage concluait par ailleurs sur le besoin de renforcer la participation citoyenne et insistait sur le rôle des organisations populaires, civiques, religieuses, ethniques ou économiques dans l'élaboration d'un projet de paix. L'époque était de fait propice à cette confrontation d'idées, car plus globalement, s'ouvrait un large débat sur les questions de sécurité, auquel la société civile tout entière était invitée à prendre part : les hommes politiques, spécialement ceux siégeant à l'Assemblée Constituante nouvellement élue, qui constituait un instrument de dialogue avec les populations auparavant moins associées au processus démocratique, et de pacification grâce aux négociations entreprises avec les narcotrafiquants et la guérilla (Blanquer, 1992 : 86) ; les médias, qui au-delà de leur influence sur la perception des événements liés à la violence, étaient chargés, au nom de la transparence affichée par le pouvoir, de transmettre à l'opinion les documents exposant les lignes directrices des décisions étatiques en ce domaine (Pizarro, 1996 : 79) ; les chercheurs, invités par l'administration centrale à proposer une meilleure définition des concepts utilisés dans ces nouveaux espaces de discussions (Montenegro, 1995 : XI).

À la faveur de cette incitation institutionnelle et d'une demande sociale accrue, les études se sont multipliées et les interprétations se sont renouvelées. L'analyse a été enrichie par l'arrivée de chercheurs issus d'autres disciplines, notamment des économistes, jusque-là moins attirés par le sujet. Ont été plus fréquemment utilisées les statistiques, toujours plus précises, émanant de l'État, de différentes ONG (Cinep, Commission Andines des Juristes, etc.), ou des enquêtes menées par les universitaires<sup>13</sup>. Grâce à ces avancées, l'étude des violences intègre maintenant chaque fois davantage une dimension régionale cherchant à se rapprocher des spécificités locales, avec une plus grande rigueur quant au choix des critères d'information, et selon des angles méthodologiques et disciplinaires de plus en plus variés qui permettent aux chercheurs actuels de réévaluer méthodiquement certaines idées proposées par les « violentologues » de la génération précédente. Le travail très complet de F. Gaitán en est une démonstration éloquente. Il prouve par exemple, en se fondant sur

l'observation attentive de l'évolution diachronique du taux d'homicide par habitant, que le pays a traversé suffisamment de périodes de calme relatif depuis son accession à l'indépendance, pour réfuter la notion de « culture de la violence », parfois évoquée à propos de la supposée continuité historique de la violence colombienne depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Echandia de même, à partir de cartes sans cesse améliorées, affirme avec toujours plus de sûreté le peu de valeur explicative de la pauvreté dans l'intensité de la violence subie dans certaines parties du pays (1999b). Cependant, si l'hypothèse des « causes objectives » de la violence est de plus en plus rejetée, c'est aussi parce que les auteurs ont affiné le concept de « pauvreté », auquel se substitue maintenant plutôt celui, plus subtil, « d'iniquité », qui fait référence non seulement aux écarts de revenus entre les habitants, mais à la notion d'inégalité dans la distribution de la richesse. Or, un travail économétrique d'Alfredo Sarmiento (1999), qui mériterait d'être cartographié tant les données utilisées sont détaillées, prouve que l'iniquité est le principal facteur permettant d'expliquer l'augmentation du taux d'homicide durant les années 1990. De même, le rôle de l'État demeure un point discuté par certains chercheurs. Mais ceux-ci ne dénoncent plus globalement ses faiblesses, sinon plus précisément les lacunes d'une institution particulière : le système judiciaire. Plus encore que Gaitán, l'économiste Mauricio Rubio, tant dans ses études nationales (à l'échelle des communes) que dans celles menées sur les plus grandes villes (à l'échelle du foyer), critique invariablement cette administration, dont les dysfonctionnements aboutissent à une « désinformation » de l'opinion publique d'une part (1998 : 29), en particulier dans les zones de conflit où les exactions sont mal répertoriées, et dont la propension à limiter ses investigations aux exactions les moins graves d'autre part, (1996 : 62 ; 1999a : 234) favorise la perpétration de violences, d'autant que « le système pénal de justice peut ne pas être indépendant de ceux qu'il devrait combattre » (1999b : 281).

Durant la deuxième moitié des années 1990, banques de données spatialisées et cartomatique ont ainsi été largement mises à contribution. Elles sont devenues des outils d'analyse apportant des résultats qui étayaient ou fondaient nombre d'interprétations, ou qui en tout cas sont repris pour affiner la plupart des problématiques soulevées par les spécialistes. Aujourd'hui donc, il est très courant de trouver des représentations cartographiques dans les publications sur la violence en Colombie, quel que soit le type de violence étudié. L'utilité d'une cartographie détaillée est d'ailleurs reconnue au plus haut niveau, avec peut-être quelque ingénuité, lorsque le gouvernement annonce en octobre 2000, la prochaine mise en service d'un SIG (système d'information géographique) national sur les massacres, dans le but – ambiteux – de « prévenir » ce fléau, ou en tout cas d'intervenir plus rapidement.

## DES CARTES DE VIOLENCES

Les exemples de figures choisis dans la suite de l'article l'attestent : la cartographie de la violence produite par les chercheurs colombiens reflète assez fidè-

lement l'éventail de leurs approches. Or, bien que celles-ci se soient diversifiées au cours de la période récente, elles restent marquées par une lecture privilégiant les dimensions « macro » et politique de la question, au détriment d'une vision plus sociale, centrée sur les individus et leur parcours biographique. Selon cette logique, les forces insurrectionnelles (guérillas et paramilitaires) ont été les premières à faire l'objet d'un « suivi cartographique », dans de multiples études et par de nombreux auteurs. Faute de données fiables et aussi sans doute pour des raisons de sécurité<sup>14</sup>, les cartes concernant les mafias de la drogue – un thème examiné plus tard par les chercheurs – ont, elles, été moins fréquentes et moins détaillées. À l'inverse, les analyses plus fines traitant de la violence à travers une entrée régionale ont permis de démêler l'écheveau particulièrement complexe du phénomène dans un contexte territorial restreint, en montrant que les stratégies des acteurs, facilement identifiées à l'échelle nationale, devenaient localement beaucoup moins lisibles (les cas du Tolima, de l'Uraba et du Sud Bolivar ont été retenus ici). De même, à une échelle plus grande encore, la violence « urbaine » (un terme qui présente des limites et pose des défis conceptuels équivalents à ceux de la violence « politique »), brouillant un peu plus la frontière entre une violence surtout institutionnelle, et une autre, davantage faite « d'incivilités », est aujourd'hui la source d'une production cartographique qui contribue en partie à renouveler l'étude générale des violences dans le pays. Cette violence dans les villes, longtemps négligée quoique plus « proche » de la société colombienne contemporaine, nous rappelle enfin que, à l'instar du problème des réfugiés - dernier thème abordé par la recherche -, la principale victime de la violence est constituée par l'ensemble la population civile de Colombie.

### **Révolution, contre-révolution : guérillas Vs groupes paramilitaires**

Comme il a été montré précédemment, l'orientation prise par les spécialistes de l'étude de la violence les a conduits à s'intéresser surtout aux acteurs « politiques » du phénomène. C'est pourquoi les guérillas, compte tenu de leur profonde et durable immixtion dans l'histoire du pays, ont été particulièrement étudiées.

De toutes les guérillas colombiennes, les FARC constituent la plus importante, par son ancienneté, ses effectifs, ou la quantité de communes subissant son emprise. Bien que constituées officiellement en 1966, elles sont issues des groupes d'autodéfenses paysannes formés durant *la Violencia*, spécialement dans le Tolima. Depuis lors elles n'ont cessé de croître, tant numériquement que territorialement, comme l'affichent les cartes « en aire » de María Vélez (Fig. IV.1 et IV.2), dont le manque d'information sur l'impact réel de cette présence guérillera est compensé par un commentaire précis.

Cette évolution avait d'abord été analysée et décrite cartographiquement par A. Reyes<sup>15</sup>. Un tel apport fait d'ailleurs dire à C.M. Ortiz (*op. cit.*, p. 61) : « ...qu'il serait intéressant de compter aussi sur des cartes qui nous éclairent sur l'expansion des groupes paramilitaires et d'autodéfense, et de leur relation ou non, selon les régions,



avec l'expansion des investissements fonciers provenant des capitaux du narcotraffic ». Au cours des années suivantes, Reyes – suivi par bon nombre de chercheurs – s'attelle à cette tâche, et les paramilitaires (qui agissent ouvertement depuis le milieu des années 1980 mais dont l'origine légale remonte à un décret de 1965 légitimant la mise sur pied de groupes de « défense civile » aptes à suppléer l'Armée dans son combat contre la « subversion »), deviennent un second objet d'études spatialisées pour les experts. Fort logiquement, les nuances observées plus haut selon les auteurs à propos des guérillas, peuvent se retrouver pour les cartes concernant

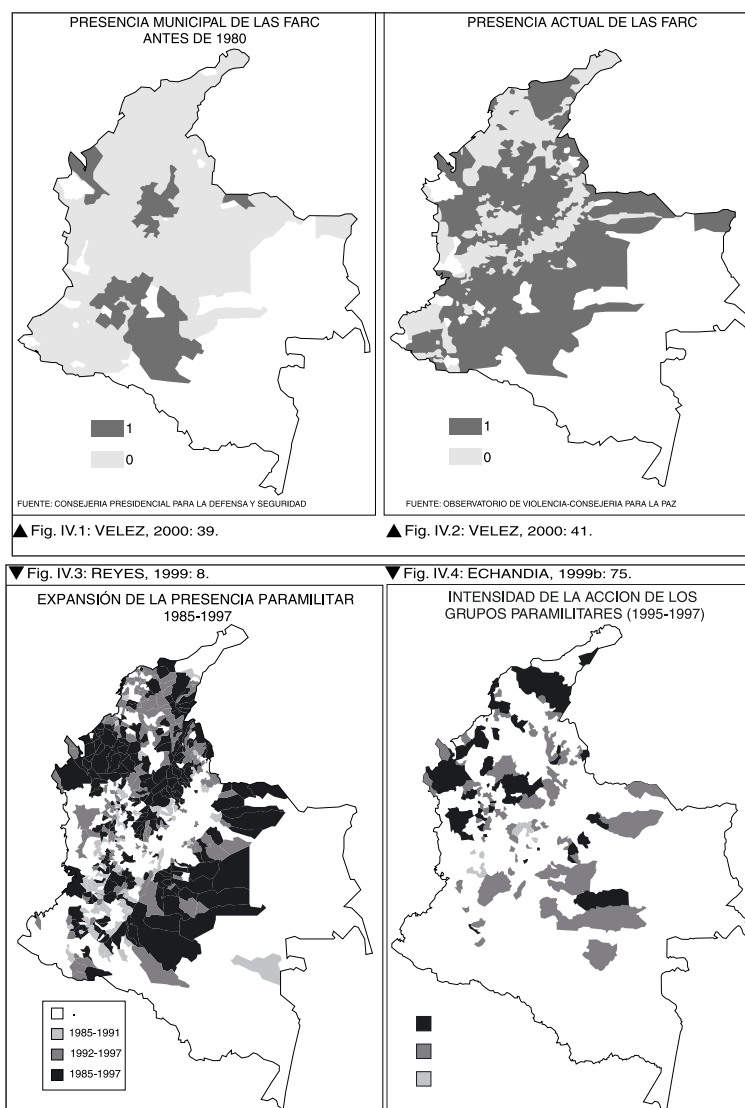


PLANCHE IV - LA PRÉSENCE DES GROUPES ARMÉS

les paramilitaires : alors que la cartographie fournie par Reyes souligne la dimension nationale et expansive du problème (Fig. IV.3), Echandia s'attache plutôt à analyser son intensité, selon le nombre d'actions perpétrées (Fig. IV.4). De cette manière, il peut mettre à jour la stratégie plus strictement territoriale des paramilitaires, qui se sont arrogé la double mission de contenir l'expansion de la guérilla et de pénétrer dans les zones où elle détient ses sources de financement les plus stables. Les similitudes dans la distribution spatiale de ces deux forces armées confortent cette analyse couramment partagée, d'une présence paramilitaire se dressant en réaction à celle des organisations guérilleras. D'après Echandia toutefois, au lieu d'en terminer avec la situation de terreur imposée par celles-ci, l'action de leurs farouches adversaires contribue au contraire à l'alimenter, d'autant que ces derniers paraissent avec le temps s'organiser de manière autonome, et ne plus se plier aux directives de leurs premiers dirigeants et/ou financeurs, au premier rang desquels figurent les narcotrafiquants.

### **L'arrivée du narcotrafic**

En provoquant l'apparition de nouveaux groupes sociaux hétérogènes mais influents, les mafias de la drogue et leurs nébuleuses, et en offrant une source providentielle de financement aux mouvements insurrectionnels, le trafic de stupéfiants est devenu à son tour un facteur supplémentaire de violence, qui n'a pas manqué d'ébranler en profondeur le fonctionnement de la société colombienne (corruption, remise en cause des hiérarchies sociales traditionnelles, tentation parmi la jeunesse d'une réussite matérielle immédiate...). L'essor de l'économie liée à la drogue bouleverse donc la situation, en la détériorant et en la complexifiant.

Jusqu'à-là plus discrets et tolérés sous l'appellation de « classe émergente » (Camacho, 1993 : 49), les narcotrafiquants ont fait brutalement irruption sur le devant de la scène politique à partir de 1983-1984, en exerçant des pressions singulièrement brutales à l'encontre du pouvoir en général et de leurs opposants en particulier. L'emploi de plus en plus fréquent à des tueurs à gages, recrutés pour la plupart dans les bandes délinquantes des périphéries urbaines défavorisées, a répondu dans une large mesure à cette tactique meurtrière. En 1989-1990 le dénommé « cartel de Medellín » s'est lancé dans une « guerre totale » contre l'État, pour obliger le gouvernement à déroger au traité d'extradition conclu avec les États-Unis. La carte proposée pour l'atlas dirigé par E. Mesclier veut du reste le révéler (Fig. V.1) : la violence s'est concentrée durant cette période dans les grandes villes (principalement Medellín et Bogotá), lieux du pouvoir central. Fomentée par Pablo Escobar, cette campagne de terreur inédite pour le pays visait cette fois sans distinction la population citadine, dans des attentats aveugles faisant au total des centaines de victimes. La figure V.1, dont l'exhaustivité complique la lecture, montre moins clairement (excepté pour la vallée moyenne du Magdalena) comment dans le même temps, les chefs mafieux, à la tête de bandes paramilitaires, poursuivirent leur « guerre sale » contre la guérilla et contre toute

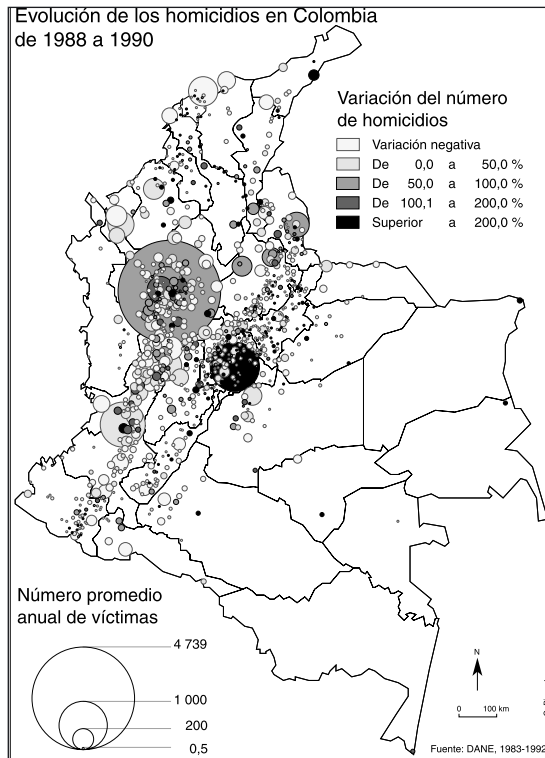
fonctionnement. Cela est flagrant au vu des documents élaborés par les instances gouvernementales chargées d'endiguer ce type d'activités, telles le *Consejo Nacional de Estupefacientes* (CNE) par exemple. Destinées généralement à une diffusion très restreinte bien que le journaliste Fabio Castillo ait reproduit l'une d'elles dans un ouvrage « best-seller » en Colombie (Fig. VI.2), les figures schématiques proposées par le CNE simplifient à outrance, par le seul usage de flèches, les thèmes représentés (Fig. VI.3). Malgré tout, on remarquera que des cartes, mêmes rudimentaires, peuvent dévoiler des informations que les auteurs délaissent quelque peu. Il en est ainsi du rôle – pourtant évident – de plaque tournante du trafic joué par Bogotá (exportation de drogue, importation d'intrants), alors que l'attention des médias ou de la recherche s'est longtemps focalisée sur les deux métropoles fameuses pour leurs « cartels » (Medellín et Cali), ou sur les basses terres orientales contrôlées par les guérillas.

Il faut néanmoins insister sur la courageuse obstination dont font preuve les chercheurs colombiens, qui condamnent sans répit les exactions commises malgré le danger qu'ils encourent : beaucoup d'entre eux ont pâti dans leur parcours (obligation, entre autres, de s'exiler à l'étranger pour continuer leurs travaux), ou ont payé de leur vie, comme Dario Betancourt, le choix d'un tel sujet. Cet historien a en effet accumulé une somme d'informations considérable sur les différentes maffias colombiennes, ce qui lui a permis de caractériser chacune d'elles avec précision, en les réinscrivant finement dans leur contexte historique régional. Ce sens de la nuance n'apparaît malheureusement pas sur la carte visible ici (Fig. VI.4), qui pêche par simplisme, en donnant l'impression que les différents cartels se seraient en quelque sorte partagé l'intégralité du territoire national en sphères de contrôle exclusif, dessinées de toute évidence sur le modèle des « aires d'influence » des principales villes du pays.

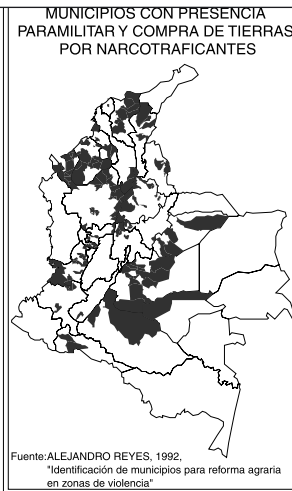
### **Des logiques régionales complexes ou l'intérêt d'une approche territorialisée**

Une autre catégorie de travaux sur la violence bien représentée en Colombie est celle des monographies régionales. Elles mettent en lumière des questions semblables à celles posées dans les études faites à l'échelle nationale, en révélant que les formes de violence sont, déjà au niveau d'une région, multiples (Pécaut, 1994 :8). Quand elles sont réussies et quand la subtilité des conflits locaux a été convenablement décryptée, ces analyses présentent donc une grande richesse, car on peut y voir comment, sur le terrain, les facteurs et les acteurs « macrosociaux » évoqués précédemment, s'enchevêtrent et entrent en interaction les uns avec les autres.

Nous retiendrons ici trois exemples, devenus des classiques de la géographie de la violence en Colombie, qui ont fait l'objet d'une cartographie bien menée : le Tolima, très souvent étudié pour être le théâtre des affrontements les plus meurtriers et les plus longs de *la Violencia* ; l'Uraba, qui constitue un véritable cas d'école sur les affrontements entre groupes armés ; le sud du Bolivar, une région



▲ Fig. V.1: MESCLIER et al., 1999: 117.



▲ Fig. V.2: ECHANDIA, 1999: 68.



▼ Fig. V.3: OGD, 1996: 93.

PLANCHE V : LES NARCOTRAFIQUANTS AGGRAVENT LE CONTEXTE DE VIOLENCE

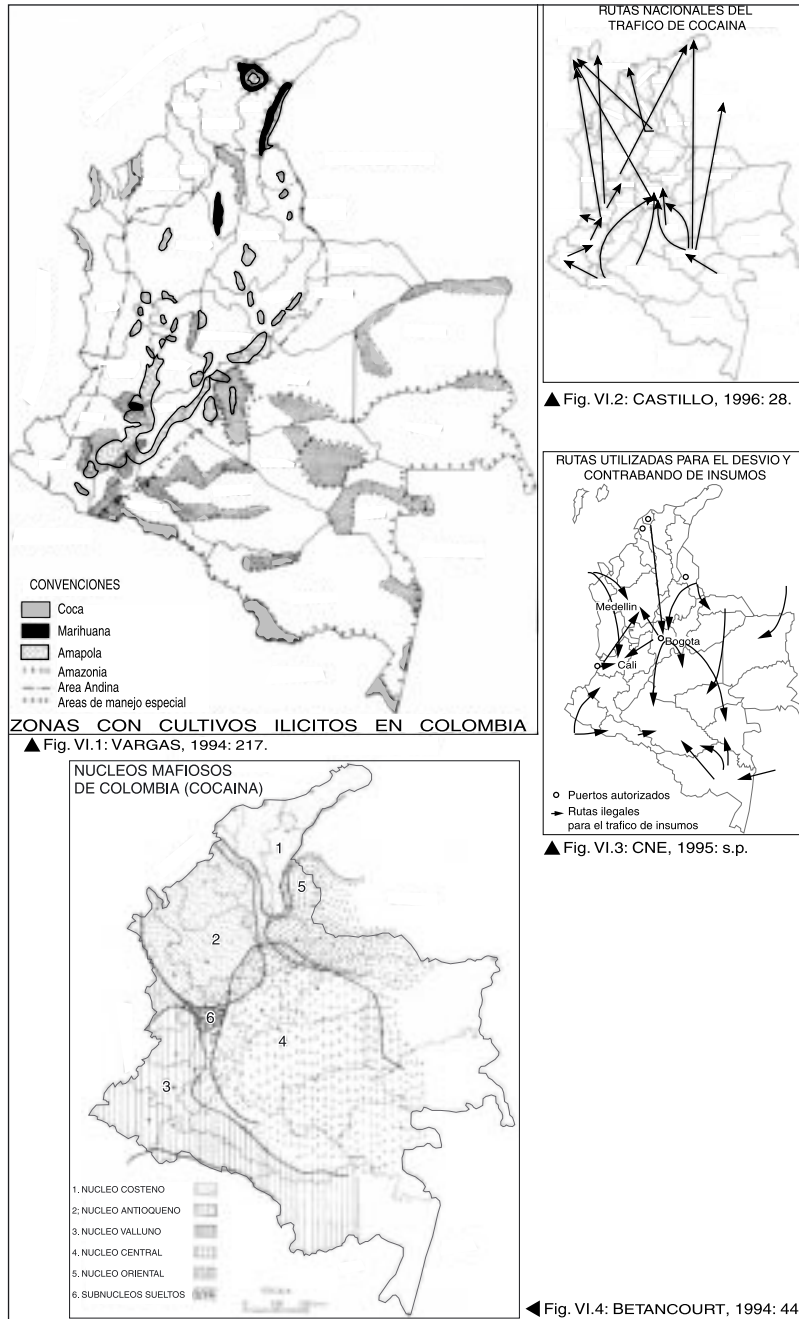


PLANCHE VI : LA DROGUE, UN PHÉNOMÈNE DIFFICILE À APPRÉHENDER

personne soupçonnée de lui être proche, tels les syndicalistes ou les militants de l'Union Patriotique.

Bénéficiant également de l'appui de grands propriétaires terriens et de certains secteurs de la police et de l'armée, l'éclosion et la multiplication des organisations paramilitaires sont en fait indissociables du développement des mafias de la drogue. La carte construite par C. Echandia va totalement dans ce sens (Fig. V.2), à partir de données réunies par A. Reyes. Ce dernier l'a d'ailleurs maintes fois affirmé : la corrélation est manifeste entre l'augmentation du nombre des groupes d'extrême droite et l'extension des domaines achetés par les narco-trafiquants, qui orchestrent au niveau national une « contre-réforme agraire » (Reyes, 1996), dont les conséquences négatives sur le monde agricole colombien sont par ailleurs multiples (concentration de la richesse foncière, sur-valorisation des terrains, renforcement de l'élevage extensif sur les meilleures terres).

De telles acquisitions ont bien sûr permis aux trafiquants de blanchir d'énormes quantités « d'argent sale », et de s'aménager des espaces de sécurité facilitant la culture, la fabrication et le transport des stupéfiants (sans parler des possibilités de refuge qu'elles offrent en cas de pression policière). Un projet hardi, finalement avorté, semble même avoir guidé les membres du cartel de Medellín dans leurs achats de terre. Le but consistait à s'ouvrir un couloir constitué d'un continuum de propriétés allant des zones de production de coca (plaines orientales, forêt amazonienne), jusqu'aux sites d'exportation de la cocaïne, situés sur la façade caraïbe (golfe d'Uraba, côtes du Cordoba). Ce projet est traduit cartographiquement, de façon approximative, dans une parution française de 1996 (Fig. V.3), alors qu'il était fortement présumé par certains chercheurs colombiens depuis le début des années 1990 au moins.

Il faut le reconnaître, l'analyse de cet « antimonde » criminel est par définition malaisée (Brunet et al., 1993 : 35-38). Les représentations cartographiques traitant du sujet sont souvent trompeuses lorsqu'elles se prétendent précises, ou à l'inverse, illustrent clairement le caractère lacunaire des informations sur lesquelles elles s'appuient.

Si les tentatives de cartographie des aires de cultures illicites sont assez nombreuses, dans des publications aussi bien colombiennes qu'étrangères (nord-américaines surtout), les variations notables d'une carte à l'autre confirment la difficulté de pareilles entreprises. Les investigations coordonnées en 1994 sous la responsabilité de Ricardo Vargas (Cinep) dispensent cependant de très nombreux renseignements (Fig. VI.1), dont la crédibilité repose sur un long et rigoureux travail de terrain, mais qui doivent être aujourd'hui reproduits avec précaution, compte tenu de la mise en valeur de zones nouvelles d'un côté, et de la politique gouvernementale d'éradication de l'autre, par fumigation, ou dans une bien moindre mesure, par des encouragements à des cultures légales et alternatives.

De façon identique, les chiffres dispensés sur la production de stupéfiants sont parfois contradictoires selon les sources<sup>16</sup>, car bien sûr, le secret dont s'assurent les organisations mafieuses ou guérilleras nuit à la connaissance de leurs modalités de

aujourd'hui très disputée entre l'ELN (qui voudrait en faire une *zona de despeje*, sur le modèle des FARC dans le Caqueta) et les paramilitaires (totalement opposés à cette éventualité).

L'examen très complet mené par Mgr. Guzmán sur le Tolima pendant les années 1950 prouve qu'aux causes immédiates du conflit, valables pour l'ensemble du pays (affrontements idéologiques bipartisans ; embrigadements des masses populaires ; exactions des forces de l'ordre ; partialité de l'église, victime en retour de persécutions ; rôle amplificateur de la presse, elle-même fréquemment attaquée ; etc), il faut ajouter des causes régionales plus profondes : tensions entre anciens colons et *comuneros* (héritées de l'ancien mouvement de colonisation venu d'Antioquia) ; luttes entre les grands propriétaires et leurs fermiers pour le contrôle des domaines ; occupations illégales de terres souvent orchestrées par les « ligues paysannes » ; combats des populations indiennes pour récupérer leurs territoires<sup>17</sup> ; conflits d'ordre privé en tout genre. C'est dans ce contexte particulièrement tendu que se sont formées les nombreuses bandes armées, commandées par autant de « chefs de guerre », qui sévirent dans le Tolima à cette époque. Par la délimitation minutieuse de leurs aires d'influence, la carte présentée par Mgr. Guzmán (Fig. VII.1) illustre parfaitement la multiplicité de ces groupes (il en fut recensé 33), qui exerçaient leur contrôle sur 40 des 42 communes du département.

Dans la présentation générale de leurs zones d'étude, G. Sánchez et D. Meertens (1983) poussent plus loin l'effort descriptif, en cartographiant le nombre d'homicides qui y ont été commis (Fig. VII.2). Une telle carte légitime le choix des deux sociologues sur chacun des cas retenus, situés aux endroits les plus fortement affectés, pour approfondir leur analyse d'un avatar de *la Violencia* : le banditisme politique et social. En effet, lorsque libéraux et conservateurs parvinrent en 1958 à un accord, le Front national, *la Violencia* a officiellement pris fin. Localement pourtant (spécialement là où les combats avaient été les plus durs, comme le Tolima), la violence a eu tendance à perdurer jusqu'au milieu des années 1960, dans des exactions perpétrées par des petits groupes de bandits qui, bien qu'exprimant d'abord la résistance de « *ceux d'en bas* » face aux classes dominantes (Pécaut, 1996 :239), pouvaient aussi bien jouer le rôle de porte-parole du mécontentement paysan que celui d'agents de répression au service de l'oligarchie locale.

Les représentations précédentes peuvent donner l'impression d'un maillage relativement complet du département ; l'autorité de chaque bande armée se terminant là où commence celle d'une autre. En réalité, la carte construite par Maria Victoria Uribe montre bien, avec cette fois comme indicateur le « massacre », que les faits de violences étaient très inégalement répartis dans l'espace et étaient concentrés – en dehors des territoires indigènes – dans les zones productrices de café de la cordillère centrale (Fig. VII.3). Ce constat entraîne l'anthropologue à relativiser le poids des processus d'affiliation partisane ou de banditisme social, et d'orienter son interprétation sur des causes beaucoup plus prosaïques et individuelles, en insistant surtout sur les rancœurs personnelles : « Les mobiles apparents de ces assassinats collectifs étaient politiques, mais derrière ces massacres se

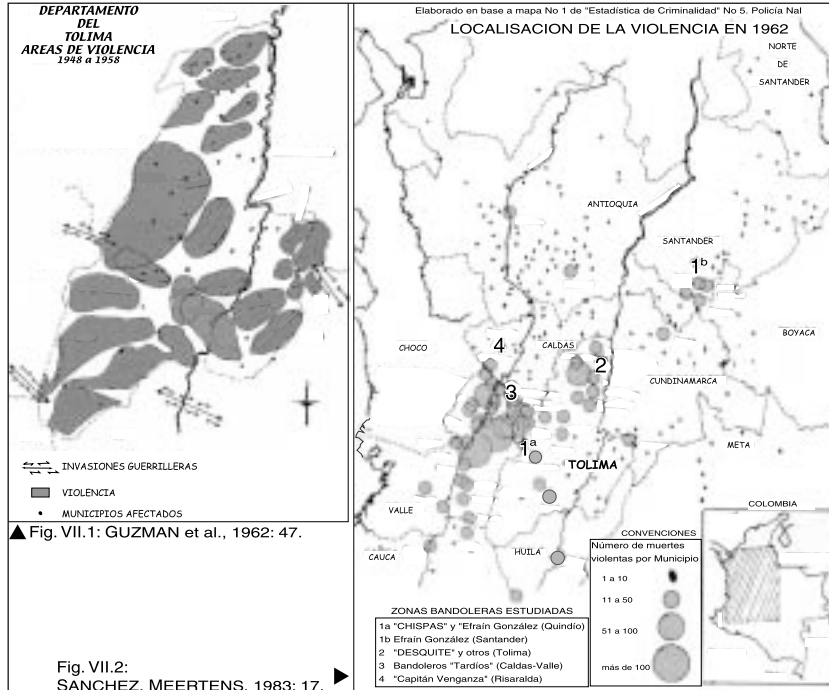


PLANCHE VII : LE TOLIMA DURANT LA VIOLENCA



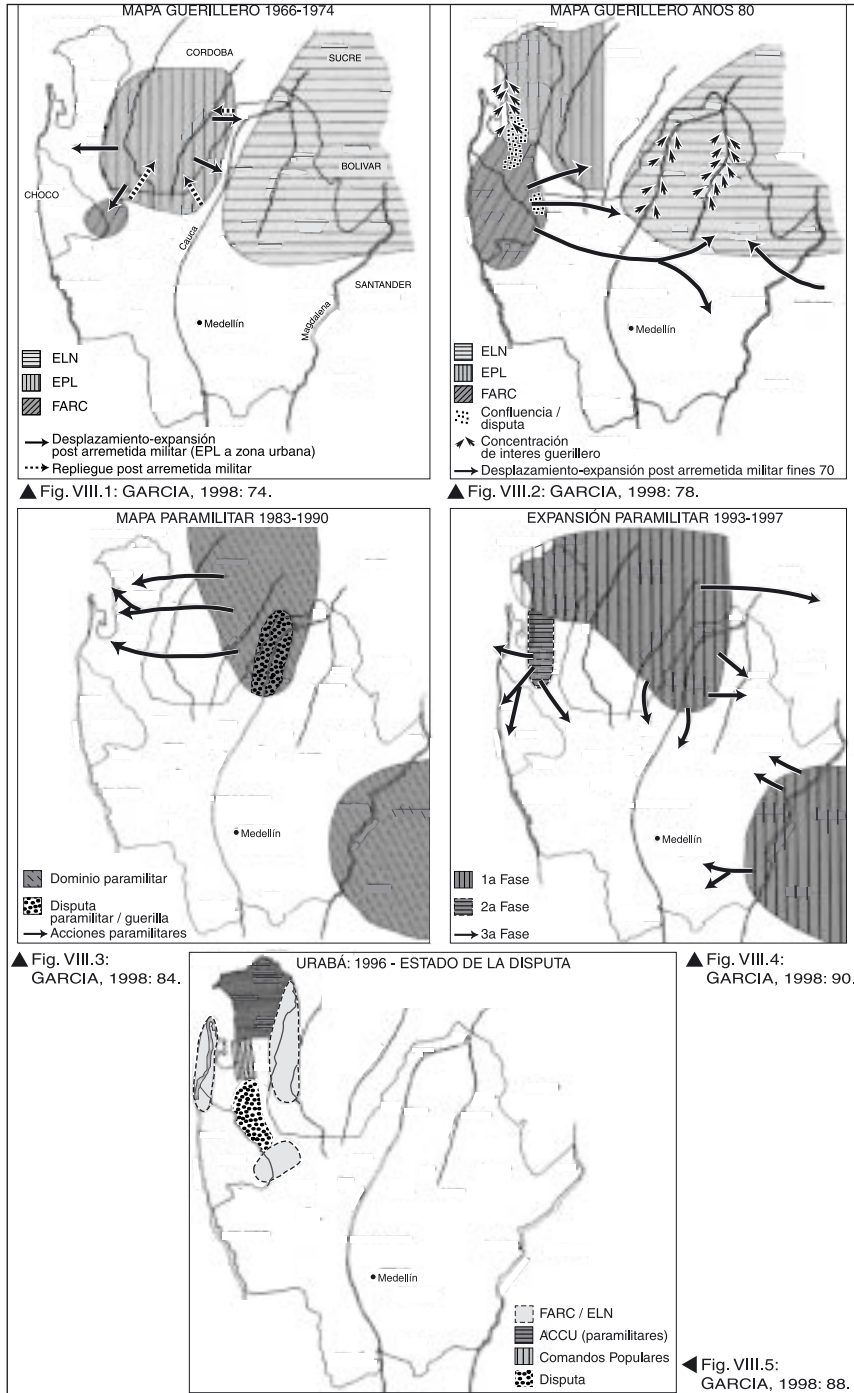


PLANCHE VIII : LES COMBATS ENTRE GUÉRILLAS ET PARAMILITAIRES EN URABA

cachait, presque toujours, la vengeance du sang » (Uribe, 1990 : 23). En définitive, l'auteur ne suit guère la piste suggérée par sa carte, d'un lien entre violence et propriété caféière, même si elle souligne le désir d'usurper le bien d'autrui (récoltes, bétail, terres).

À l'inverse, dans le travail réalisé par la sociologue C.I. García, spécialiste de l'Uraba et du Bas Cauca, les cartes font partie intégrante de l'étude, et rythment son analyse du déroulement historique des combats entre guérillas et paramilitaires. La série de cartes proposée facilite grandement la compréhension de l'aspect dynamique des affrontements, en décomposant les étapes selon lesquelles les belligérants ont successivement mis en œuvre leurs tactiques militaires, afin de prendre position dans cette région hautement stratégique, donc singulièrement conflictuelle.

Cette zone offrait diverses conditions propices à l'installation de mouvements révolutionnaires, spécialement au regard de l'expérience cubaine si proche dans le temps et dans l'espace (accès à la Mer Caraïbe et proximité du Pacifique, existence de forêts et de reliefs montagneux peu peuplés et difficiles d'accès, présence d'un front pionnier...). Les bases historiques des FARC étant éloignées, ce sont surtout l'ELN et l'EPL qui s'y sont développées dans les années 1960 (Fig. VIII.1), avant de subir de la part des Forces Armées de sérieux revers durant la décennie suivante.

Au cours des années 1980, la situation s'est modifiée après l'adoption d'une nouvelle stratégie par les guérillas, qui visait à construire et consolider des couloirs reliant les différents fronts pionniers. Profitant notamment des trêves conclues lors des pourparlers avec le gouvernement, les rebelles connurent alors leur plus grande phase d'expansion dans la région (Fig. VIII.2), même si elles commençaient à se concurrencer entre elles sur le plan territorial, ce qui n'est pas allé sans heurts.

Pour ces guérillas, se rassembler en Antioquia fut également le résultat de l'offensive paramilitaire (Fig. VIII.3), lancée au départ depuis la vallée moyenne du Magdalena, où les premiers groupes « contre-révolutionnaires », à la solde des narcotrafiquants, s'étaient durablement implantés. Dès 1984, les éleveurs et les producteurs de bananes d'Uraba firent cause commune avec eux, afin de s'opposer en particulier à l'EPL, très influente parmi les ouvriers agricoles. De son côté, l'armée intensifia son action, allant jusqu'à instaurer en Uraba une préfecture militaire, unique en Colombie. Les attaques conjuguées des militaires et des paramilitaires obligèrent ainsi les guérillas à abandonner le Cordoba et le moyen Magdalena, mais ne purent les déloger d'Uraba.

Avec les années 1990, la configuration des forces en présence changea radicalement (Fig. VIII.4 et VII.5). Dans un contexte politique national transformé (défaite des FARC dans leur sanctuaire historique de La Uribe en 1991, suivie d'un échec des négociations avec le gouvernement à Tlaxcala l'année suivante ; élection d'une Assemblée Constituante restaurant la légitimité de l'État ; conclusion d'accords de paix avec l'EPL puis le M-19), les guérillas ont vu leurs positions



PLANCHE IX : DES CONFLITS ÉGALEMENT POUR LE CONTRÔLE DES RICHESSES

s'affaiblir au début de la décennie. Néanmoins, en l'absence d'une politique cohérente de l'État en faveur de la réinsertion des anciens insurgés, les FARC regagnèrent du terrain en s'emparant des zones auparavant dominées par l'EPL. Les paramilitaires se chargèrent alors de les combattre frontalement depuis le nord de la région, pour s'étendre méthodiquement sur l'ensemble de l'Uraba, ne laissant aux FARC que des positions périphériques.

L'intérêt proprement géopolitique du travail cartographique de García ne fait aucun doute. Toutefois, la sociologue ne mentionne pas l'arrivée des combattants – décelable sur ses cartes – dans le Choco, désormais touché du fait du repli guérillero devant l'avancée paramilitaire. Elle omet surtout une dimension essentielle du conflit : la lutte à laquelle se livrent les protagonistes pour le contrôle des ressources qui, ici comme dans la plupart des zones de violence intense, constitue un enjeu majeur.

Cette lacune est en partie comblée dans l'ouvrage dirigé par J. A. Bejarano (1997), dont la problématique est centrée sur la relation unissant la violence et l'économie. La carte dispensée pour la partie Nord Occidentale du pays (Fig. IX.1), n'indique certes aucune information sur la répartition des groupes armés qui s'y déploient (objet d'un autre chapitre du livre). Elle inventorie en revanche les multiples richesses locales – au centre de toutes les convoitises – comme la production bananière, l'élevage, ou les cultures illicites.

Un dernier exemple régional, significatif des progrès de la cartographie de la violence, concerne la moitié Sud du département du Bolivar, récemment affectée par les assauts répétés de bandes paramilitaires ou de fronts guérilleros (Fig. IX.2). Il est tiré de la presse quotidienne, où c'est vrai les cartes abondent mais sont loin d'être toutes aussi bien conçues. À la question posée en titre par le journaliste sur les raisons « cachées » de la concentration d'affrontements dans cette zone, la réponse est inscrite en gras sur la carte : cette région recèle des terrains aurifères dont les mines fournissent 40 % de la production d'or nationale. Localisée sur le couloir stratégique dessiné par le Magdalena, qui constitue là une voie de communication rapide et peu surveillée par l'État, reliant le pays andin à la côte caribbe, elle longe en outre la chaîne montagneuse de San Lucas, dont les forêts abritent des plantations de coca et furent un repaire de l'ELN. Là encore, comme dans le Tolima ou l'Uraba, l'histoire locale, la position géographique et la présence de richesses se cumulent, pour faire que cette région et ses habitants se trouvent pris au cœur de terribles combats.

En vérité, le conflit colombien a pris au cours des dernières années une telle ampleur, et le nombre de personnes tuées (plus de 26 000 homicides par an en moyenne de 1990 à 1999), ou déplacées (le chiffre de 1,5 million de réfugiés est souvent cité – non sans controverse – pour les dix dernières années) est tel, que les spécialistes parlent d'une véritable « guerre contre la société ». En effet, qualifier ce conflit de « guerre civile » serait impropre, puisque la population dans son immense majorité ne s'identifie plus depuis longtemps à aucune des forces en présence et est en réalité « prise en otage » (Pécaut, 2000 : 7) par des fac-

tions puissantes et incontrôlables. Cette détérioration de la situation est ressentie aujourd'hui jusque dans les villes, auparavant davantage épargnées.

### Le cas de la violence dans les villes

Parce qu'elle concentre les différenciations sociales, la ville est peut-être le lieu où apparaît le plus nettement l'hétérogénéité des formes de violences perpétrées en Colombie, ainsi que la multiplicité des acteurs et des intérêts en jeu. Alvaro Camacho et Alvaro Guzmán, membres de la *Comisión de estudios sobre la violencia* (1987) et spécialistes de la dimension urbaine du problème, sont d'ailleurs, d'après Ortiz, les promoteurs de la thèse sur la pluralité des violences que la commission a unanimement faite sienne (*op. cit.*, p. 64). Dix ans plus tard, dans un article intitulé « La violence urbaine en Colombie : théories, modalités, perspectives », les deux sociologues constataient « ...que les efforts de recherches académique et étatique se [sont] dédiés à passer au crible et à agir sur les variantes qui ont une incidence directe sur l'ordre public, c'est-à-dire les violences liées aux pratiques politiques<sup>18</sup>. Moins d'énergie et de temps ont visé à explorer cette violence quotidienne et diffuse /.../ Et moins d'efforts encore ont été consentis pour essayer d'élucider les types de relations qui permettent de connecter les deux formes de violence ». (Camacho et Guzmán, 1997 : 13-15).

Au cours des années 1990 cependant, du fait de la progression de la « criminalité urbaine » et peut-être aussi en raison du battage médiatique dont elle a fait l'objet, la sécurité est devenue un thème prioritaire dans l'action (et la politique de communication...) des équipes municipales des plus grandes villes du pays. Une des premières difficultés qui s'est alors posée est celle de l'évaluation de l'ampleur de la question. Rodrigo Guerrero, à l'époque maire de Cali, résumait ainsi le problème commun des métropoles colombiennes, en se déclarant convaincu que la question réclamait d'abord une information « fiable » sur « ses caractéristiques, ses causes et ses circonstances » (1994 : 103). Dans ce sens ont été mis sur pied, plus ou moins tôt et plus ou moins vigoureusement selon les endroits, des « observatoires », des « cellules » ou des « commissions », chargés de réfléchir sur l'insécurité et la violence « urbaine », notamment en produisant et en diffusant des données précises et vérifiables.

Avec cet objectif, la Mairie de Cali a lancé en 1992 le programme *Desepaz* (*Desarrollo, Seguridad y Paz*), qui associait diverses administrations locales (Police métropolitaine, Médecine légale, Conseils d'arrondissement...) dans l'élaboration d'un diagnostic détaillé de la situation, dont les résultats sont depuis publiés chaque année, essentiellement sous forme de cartes. (cf. Fig. X.1). Observable pour la première fois à cette échelle, la répartition des homicides à l'intérieur de la ville révèle à quel point l'ensemble de l'espace urbain est touché, même si d'un point de vue strictement graphique, le document perd en lisibilité à cause de l'excessive précision du mode de représentation.

À l'opposé, le travail d'Alvaro Guzmán (Fig. X.2), qui regroupe les données par quartier et recourt aux cercles proportionnels, met davantage en lumière une

concentration dans la distribution des faits recensés, et permet de mieux approcher les causes du phénomène, en facilitant l'identification des zones les plus sensibles. Son travail évite de surcroît une erreur « écologique » courante dans les études spatialisées de la violence : dans l'exploitation des données officielles, qui ne renseignent que sur les lieux où sont inventoriés des faits, les fréquences de l'indicateur (en général l'homicide) sont souvent mises en relation, à mauvais escient, avec des variables relatives aux habitants de ces zones. Or, ceux-ci ne sont pas forcément les victimes des crimes et délits. Par l'utilisation du nombre d'homicides – comptabilisé selon le lieu de résidence de la personne assassinée – Guzmán (Fig. X.3) peut au contraire analyser avec raison les facteurs d'exposition au risque et conclure, au vu de la concentration des victimes dans les quartiers périphériques, à une coïncidence de la violence et de la pauvreté, cette dernière conçue « non pas comme une cause, mais comme le secteur le plus vulnérable » de la population citadine (Guzmán, 1999a : s.p.). Les conclusions auxquelles arrive le sociologue ne semblent pas avoir mobilisé les autorités, puisque le projet social d'enrayer la pauvreté ou d'œuvrer pour la participation populaire, promis au départ dans les discours de la municipalité, s'est rapidement dilué, pour s'orienter dès 1995 vers une problématique liée à l'implantation dans la ville des groupes insurrectionnels (Guzmán, 1999b : 182).

Dans le même esprit, le travail très récent effectué par le groupe de *Paz Pública*<sup>19</sup>, dirigé par Maria Victoria Llorente (Univ. des Andes), montre que la concentration spatiale des homicides repérée à Cali par Guzmán se retrouve dans la capitale et, comme dans la cartographie diffusée par Desepaz, s'avère stable dans le temps.

Les résultats accumulés sur Bogotá par cette équipe pluridisciplinaire conduisent à rejeter les interprétations donnant trop de poids à la violence « politique », à celle imputée à une improbable « culture » des citoyens colombiens, ou à celle centrée sur les « causes objectives » de la violence. La relation apparente entre la distribution spatiale des homicides – selon le lieu d'occurrence – et celle de la pauvreté mesurée d'après la stratification socio-économique (Fig. XI.3) est en partie contredite par une évaluation économétrique menée sur les « nécessités basiques insatisfaites ». Le débat reste ouvert, mais d'après les chercheurs de *Paz Pública*, il convient plutôt de pointer comme responsables les structures criminelles associées aux activités économiques illégales : « En effet, quand on compare les secteurs où les homicides sont les plus élevés avec les secteurs où il y a présence d'organisations délictueuses, on découvre une forte correspondance dans la géographie des deux phénomènes, ce qui suggère que la violence homicide aurait une relation très étroite avec la présence des dites organisations et de leurs activités en marge de la loi » (Echandia, 2000 : s.p.). Dans ce sens, la politique de la Mairie, axée surtout sur l'éducation des habitants et sur la répression du port d'arme ou de la consommation d'alcool, est clairement critiquée ; les auteurs invitant les autorités de Bogotá à imposer des mesures focalisées sur certaines parties de la ville et sur des groupes sociaux particuliers, au lieu de mener une poli-

tique tentant de modifier le comportement de l'ensemble de la population (Llorente et al., 2001).

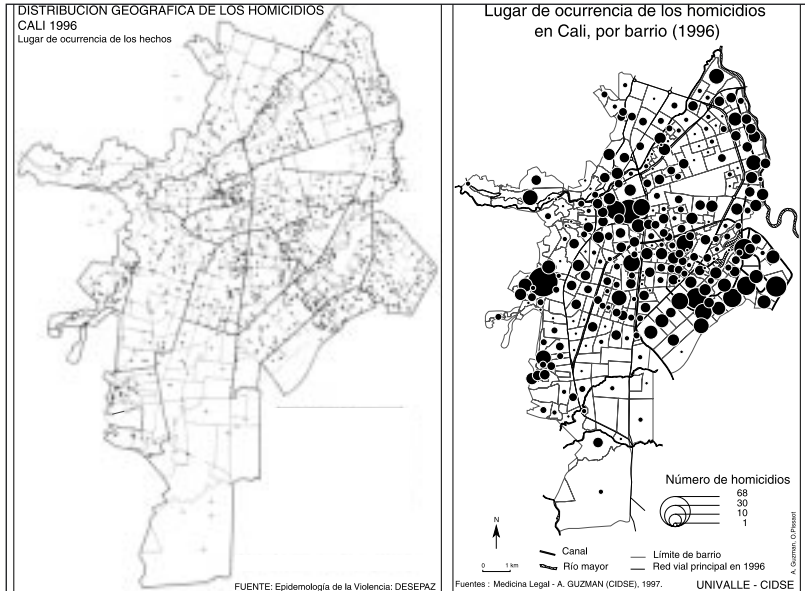
Les études sur la violence dans les villes se développent à mesure que le conflit armé se fait de plus en plus prosaïque et que la délinquance commune est dénoncée comme un fléau à combattre au plus vite. Mais si la population urbaine se sent davantage concernée par le phénomène, c'est aussi parce qu'elle ne peut plus occulter les affrontements perpétrés dans les campagnes, au vu du nombre grandissant de personnes qui viennent en ville pour s'y réfugier.

### **Des campagnes sous pression, des paysans déplacés**

De fait, dans les zones rurales surtout, la plupart des victimes des affrontements entre les groupes armés organisés se comptent parmi la population civile, et non pas dans les rangs des belligérants, qui se combattent rarement de façon directe et cherchent plutôt à affermir leur emprise territoriale en imposant aux habitants des rapports d'allégeance. La tactique de terreur pratiquée surtout par les bandes paramilitaires, qui vise à encourager l'abandon de leurs parcelles par leurs occupants, répond en outre à une stratégie de contrôle et de ré-appropriation de l'espace. L'expulsion de paysans et la migration forcée vers des zones plus clémentes ne sont pas des phénomènes nouveaux en Colombie. Ils acquièrent cependant aujourd'hui une dimension « gigantesque » (Cubides et Dominguez, 1999 : 17), conduisant un nombre croissant de chercheurs (du monde universitaire ou d'ONG, souvent religieuses) à s'intéresser à ce sujet qui, par ailleurs, devient l'objet d'une attention soutenue de la part des organismes internationaux sensibles aux respects des droits de l'homme.

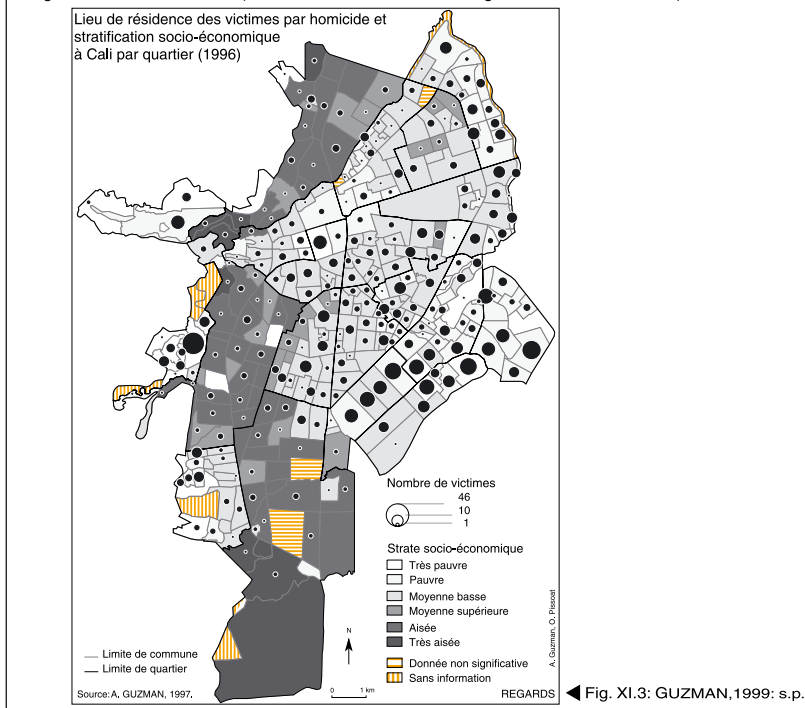
Les premiers inventaires statistiques dénombrant les réfugiés de la « nouvelle violence » ont été réunis lors d'une publication de la Conférence épiscopale de 1994 (*ibid.*, p. 17). Auparavant, quelques rares travaux s'étaient attachés à analyser le problème, dont ceux de Diego Pérez (Cinep) et de Flor Edilma Osorio (Universidad Javeriana). La représentation cartographique proposée par cette dernière (Fig. XII.1) traduit le caractère approximatif, en termes quantitatifs, de l'appréhension de la question au début des années 1990. L'auteur le reconnaît elle-même en indiquant que les chiffres disponibles peuvent osciller entre 30 000 et un million de personnes déplacées au cours des années 1980 (Osorio, 1993 : 32). Cependant, bien que sommaire, la carte démontre que « les zones de départ, même si elles couvrent la majorité du territoire national, correspondent aux espaces dans lesquels se développent les opérations militaires contre les guérillas et le narcotrafic, où sont présentes les forces guérilleras, et où agissent des groupes paramilitaires. [...] Les zones d'arrivée sont essentiellement des centres urbains dans lesquels la densité de population peut permettre l'anonymat et la sécurité physique » (*ibid.* p. 33).

Des déplacements de populations peuvent aussi être suscités par la lutte contre le trafic de stupéfiants, même si les méthodes employées sont considérées comme légitimes par le gouvernement. C'est le cas des campagnes de fumigation des cultures illicites, comme veut le prouver, carte à l'appui, la sociologue Aura Maria



▲ Fig. XI.1: DESEPAZ, 1998: s.p.

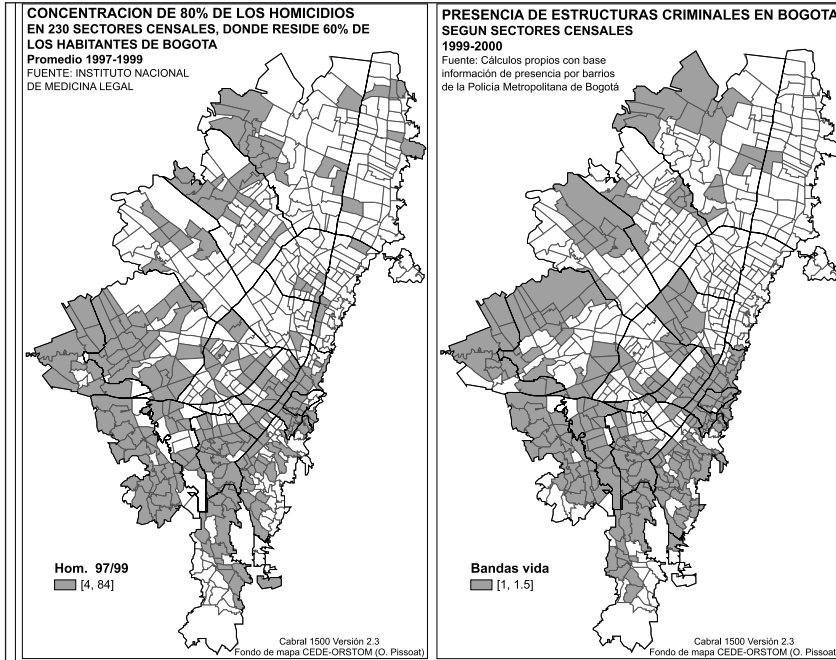
▲ Fig. XI.2: GUZMAN, 1998: s.p.



◀ Fig. XI.3: GUZMAN, 1999: s.p.

PLANCHE X : LA VIOLENCE HOMICIDE DANS CALI





▲ Fig. XI.1 et XI.2: LLORENTE et al., 2001: 30-35.

▼ Fig. XI.3: PISSOAT, 2001: mimeo.

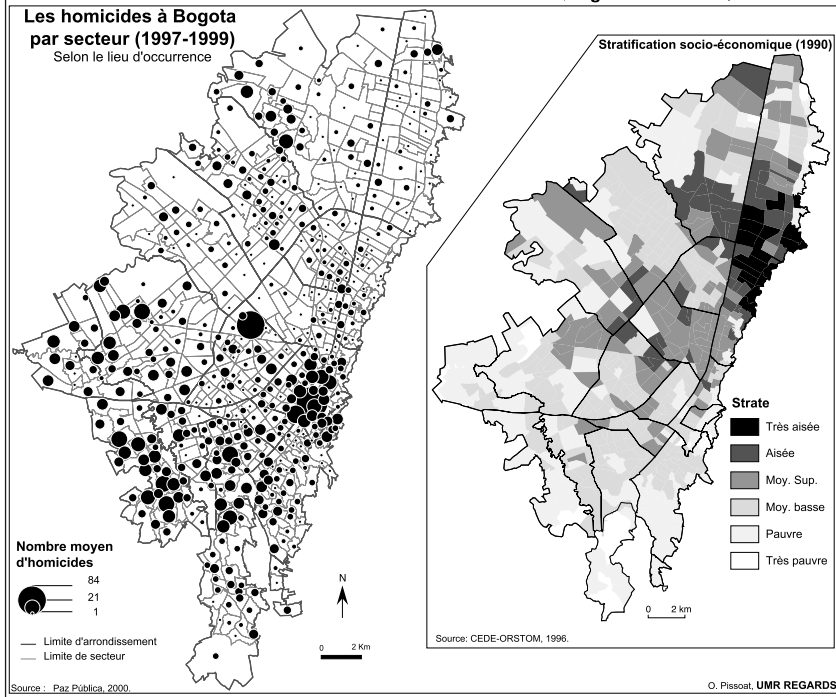


PLANCHE XI : LA VIOLENCE HOMICIDE DANS BOGOTÁ

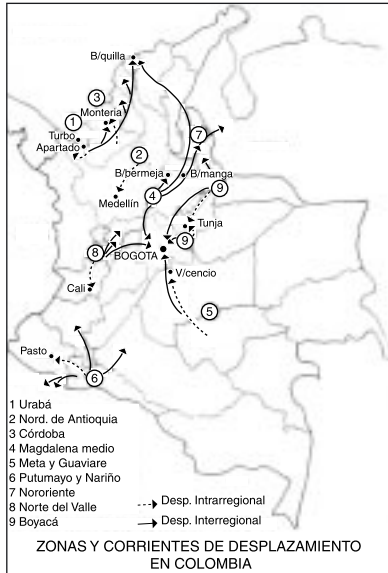
Puyana (Fig. XII.2). Pareille politique d'éradication, encouragée par les États-Unis, prive en fait les petits producteurs d'une source de revenu vitale pour eux – sans leur proposer d'alternative immédiate rentable –, engendre de graves dégâts écologiques, et pousse des familles entières à un nouveau type d'exode rural.

D'après Jorge Gracia (1999), le département du Cordoba constitue un exemple très représentatif de ces nouveaux flux de populations, qu'il analyse, c'est assez rare pour être noté, en utilisant de nombreuses figures explicatives (schémas, plans, cartes, parfois en trois dimensions). La cartographie élaborée par le géographe en témoigne : les déplacements forcés proviennent surtout des zones rurales pour se diriger vers les chefs-lieux municipaux et plus encore vers la capitale départementale, Monteria (Fig. XII.3 et fig. XII.4). D'après l'auteur en effet, les acteurs armés exercent un « contrôle absolu sur la vie des secteurs ruraux ». Cette domination « totalitaire », dans la mesure où les habitants ne peuvent s'y soustraire et parce qu'elle « pénètre absolument tous les aspects de la vie quotidienne » (*ibid.* p. 163), est à l'origine d'un changement drastique de la répartition du peuplement, dont les caractéristiques, répertoriées par Gracia pour la période récente, sont similaires à celles relevées par Osorio pour la décennie antérieure (type d'espaces concernés, responsables identifiés).

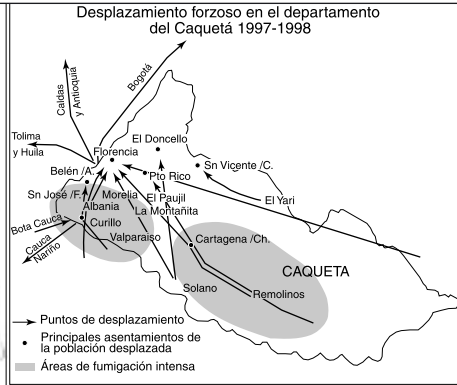
Les cartes reproduites ici confirment donc une connaissance du phénomène qui s'est précisée avec le temps. Elles rendent par ailleurs compte de l'état de confusion et de désorganisation qu'a provoqué dans les campagnes ce que Clara Ines García n'hésite pas à appeler la « guerre du Cordoba-Uraba » (*op. cit.*, p. 85) ; une situation qui contribue à concentrer de plus en plus la population dans une région déjà peu densément peuplée à l'origine. Monteria, la capitale départementale et la destination privilégiée des réfugiés, abritait ainsi en 1994, 36 quartiers d'auto-construction récente, dont 30 % des habitants étaient des réfugiés. Une telle évolution, provoquée par la contrainte et la violence, est non seulement dramatique pour les populations affectées : elle est préjudiciable au développement des campagnes comme à celui des villes affligées.

## CONCLUSION

La cartographie de la violence dans les sciences sociales colombiennes a évolué avec le temps. D'abord simples illustrations des propos tenus par les chercheurs, les rares cartes publiées tout au long des décennies 1960/70 se cantonnaient à fournir un inventaire régionalisé des faits de violence étudiés, sans véritablement approfondir la réflexion sur les espaces affectés, à l'image de l'ouvrage pionnier dirigé par Mgr. Guzmán, où l'inscription spatiale des combats était abordée de manière assez superficielle. Cette critique peut certes être nuancée pour 1962 car à l'époque les données disponibles à l'échelle de la commune étaient fragmentaires, mais il est tout de même significatif que le sociologue, afin de caractériser les zones qu'il a singulièrement examinées, se soit simplement contenté d'énumérer quelques

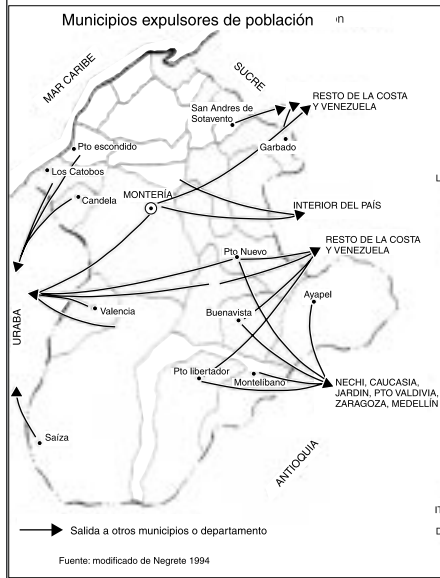


▲ Fig. XII.1: OSORIO, 1993: 34.



▲ Fig. XII.2: PUYANA, 1999: 266.

▼ Fig. XII.3: GRACIA, 1999: 160.



▼ Fig. XII.4: GRACIA, 1999: 161.

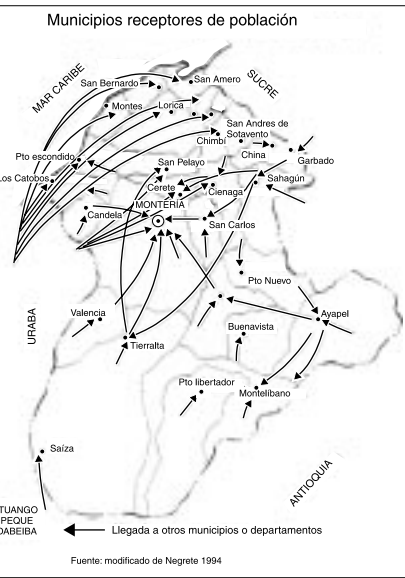


PLANCHE XII : L'ÉTUDE DES DÉPLACEMENTS FORCÉS SE PRÉCISE

indications économiques hétérogènes et de brosser à grands traits les qualités générales (voire caricaturales) des habitants, comme par exemple pour le Tolima : « Le *Tolimense* se distingue par un tempérament joyeux et cordial, expansif et musical ; il est peu exigeant et très généreux. Le choc de la Violence a changé peu à peu sa conduite de manière impressionnante » ; ou la côte Atlantique : « [les *Costeños*] purent se défendre facilement de la contagion, peut-être grâce à leur nature ouverte, franche, amicale, et à leur grande vertu de la tolérance... » (*op. cit.*, pp. 118-137).

À partir de la fin des années 1980, les représentations cartographiques, chaque fois plus nombreuses, ont été peu à peu instrumentalisées par les auteurs, et sont devenues pour certains une partie intégrante de leur raisonnement. Conçues en tant qu'outils de recherche, elles ont participé à une meilleure appréhension du problème, notamment en autorisant le rejet, ou à l'inverse, en étayant les interprétations proposées (de façon parfois excessive : la coïncidence spatiale de deux phénomènes ne prouvant évidemment pas de corrélation effective). Accompagnant les progrès de la connaissance du sujet, l'utilisation grandissante de la carte dans l'analyse des violences – quel qu'en soit le type – peut indiquer à quel point les experts colombiens (chercheurs et décideurs) ont progressivement porté leur attention sur les territoires ainsi identifiés. D'ailleurs, même le rôle de l'espace en tant que tel a finalement été questionné, puisque F. Gaitán termine en 1995 sa révision des facteurs de violence, en écartant – sans aucun doute trop rapidement – toute implication des spécificités locales dans l'explication des taux d'homicides observés dans le pays.

Au-delà de l'essor de l'informatique, la prolifération des cartes sur les violences en Colombie doit également être comprise en liaison avec l'évolution de la conjoncture politique, de l'environnement scientifique et de la demande sociale. La place reconnue aux uns et aux autres dans l'analyse du phénomène s'est en effet modifiée sur la durée, spécialement au cours de la période récente. Grâce à un mouvement de démocratisation accrue, la prise de parole s'est trouvée facilitée, en particulier à propos de ce domaine auparavant plutôt dévolu aux seuls militaires : l'orientation à donner à la gestion de l'ordre public. Dans un contexte institutionnel favorable, les universités (pour lesquelles la vérification des hypothèses et la diffusion des interprétations sont un but en soi) et les ONG (souvent militantes) ont pu s'investir pleinement dans l'étude de ce thème, et œuvrer pour une meilleure information de la population, notamment par des publications toujours plus fréquentes dans la presse. Les Colombiens prennent d'ailleurs conscience de leur nécessaire implication dans le processus de résolution des conflits, comme suffisent à le prouver les multiples manifestations rassemblant régulièrement depuis deux ans des milliers de citoyens sous la bannière de la paix.

Aujourd'hui donc, la cartographie, désormais incontournable en tant que support graphique – révolution de l'image oblige – mais aussi pédagogique, se répand dans des travaux destinés à une audience de plus en plus sensible à la dénonciation des diverses formes de violences. Le poids de l'opinion publique peut du res-

te jouer en retour un rôle important. À Bogotá par exemple, bien que toutes les sources officielles concordent sur une baisse importante de la violence au cours des dernières années, le sentiment d'insécurité augmente. Cette représentation populaire influe sur les analyses du phénomène, ne serait-ce que dans la mesure où les autorités municipales (dans une logique qui n'est sans doute pas dénuée d'arrière-pensées électorales) débloquent davantage de crédits pour obtenir des études récentes, qu'elles retransmettent ensuite au public, à grand renfort de cartes, le plus souvent justes mais parfois alarmistes.

De fait, la carte n'est bien qu'une représentation du réel. Elle ne peut être totalement objective et suggère à l'opposé des indications sur le point de vue personnel, revendiqué ou non, de son concepteur. Nous avons tenté de le démontrer, elle peut receler des renseignements exagérément privilégiés ou au contraire omis par le chercheur, et donner lieu à des interprétations qui varient selon l'optique choisie par son auteur (ou son lecteur). La formule fameuse chez les géographes français, de R. Caron (1980) : « La carte n'est pas le monde : elle n'est que le regard qu'un homme a un jour posé sur lui », surtout pour un sujet comme la violence en Colombie, n'est pas près d'être démentie.

### Notes

- 1 Appellation simplificatrice, voire réductrice, utilisée par la presse à partir de 1987. Elle renvoie au concept, plus didactique sans doute, de « polémologie », créé par G. Bouthoul en 1946, qui se définit comme l'étude scientifique de la guerre considérée en tant que phénomène social.
- 2 Dans leur recension des « colombianistes » étrangers, Peralta et La Rosa mettent en évidence la place importante du thème de la violence dans l'étude de la réalité colombienne. Quelques-uns des auteurs ayant particulièrement travaillé sur la violence méritent d'être déjà cités ici : provenant pour la plupart d'universités anglo-saxonnes, ils sont politologues (P. Oquist : USA) ou historiens (M. Deas : Grande-Bretagne ; E. Hobsbawn, J. Henderson, C. Berquist : USA ; C. Le Grand : Canada). La recherche française est représentée avec P. Gilhodès (politologue) et surtout D. Pécaut (sociologue), un des plus grands spécialistes mondiaux de ce problème.
- 3 Il s'agit là d'un problème inhérent à tout exercice cartographique. Il n'est en rien spécifique de l'étude de la violence. P. Gould (1993 : 22-27) n'hésite pas à affirmer que la carte est « une affirmation scientifique socialement négociée », et la plupart des sémiologues graphiques (Bertin, 1967 ; Caron, 1980 ; etc) insistent sur les risques d'erreurs, de manipulations, voire de mensonge propres à la cartographie.
- 4 Pour reprendre la définition classique du verbe « localiser », selon R. Brunet et *al.* (1993 : 306).
- 5 Dans ce dossier le sociologue propose également, pour les confronter, des cartes sur la présence paramilitaire ou l'achat de terre par les narcotrafiquants. Les renseignements fournis sont cependant moins précis et moins nombreux que ceux dispensés sur les guérillas.
- 6 Uraba, enclaves minières de l'or (Antioquia) ou des émeraudes (Boyaca), vallées moyennes des fleuves Magdalena et Cauca, région du Patia.
- 7 Ce terme est surtout utilisé dans les pays développés (USA, Europe), où la « violence urbaine » est devenue un thème électoral qui, selon Loïc Wacquant (1999), occulte la mise en place progressive du traitement sécuritaire des problèmes sociaux, en autorisant la diffusion de l'idéologie du retrait de l'Etat social et le renforcement de l'Etat pénal.
- 8 De telles prises de position correspondaient d'ailleurs à l'air du temps : ces mêmes accusations, maintes fois proclamées par les guérillas, ont été entendues par le Président Betancur (1982-1986) quand il a entamé des négociations de paix en 1982, et lancé des réformes visant à limiter le monopole des partis traditionnels au profit d'autres partis et d'autres formes de participation populaire, jetant également les bases de la future

- politique de décentralisation (avec l'élection des maires), et lançant un plan national de réhabilitation destiné à désenclaver les régions marginalisées.
- 9 L'Etat, qui a lui-même du mal à contrôler le légalisme de ses forces de l'ordre, doit faire face à la fois aux options contradictoires des guérillas (négociations avec le M19 et l'EPL, rupture du cessez-le-feu conclu avec les FARC en 1984, persistance des combats avec l'ELN), et répondre aux attaques de plus en plus meurtrières des organisations de narco-trafiquants.
  - 10 Présence de guérillas, de groupes d'autodéfense, d'organisations de narco-trafiquants, de tueurs à gages, de cultures illicites, de mines d'émeraudes, de fronts pionniers, de conflits syndicaux, de contrebande, etc...
  - 11 Le système politique colombien est ainsi désigné en raison du quasi-monopole exercé par les partis libéral et conservateur, et du recours répété à des méthodes autoritaires (état de siège...). Daniel Pécaut explique comment cette expression s'est diffusée depuis 1980 : « Les partis de gauche, le M-19, les courants réformistes, les sociologues en font usage. Le président Betancur et divers hommes politiques l'ont eux-mêmes reprise en diverses occasions. Elle s'est transformée en une manière de lieu commun ». (1987a :5).
  - 12 Sous la présidence de Virgilio Barco (1986-1990), plusieurs universitaires, « placés à la tête de la gestion des programmes politiques les plus sensibles » intègrent « l'équipe réduite et discrète de conseillers /.../ les uns et les autres n'appartenant pas au monde des réseaux politiques ». (Pécaut, 1990 : 5-6).
  - 13 Aux travaux de Reyes déjà cités, s'ajoutent notamment en 1995, ceux de l'anthropologue Maria Victoria Uribe sur les « massacres », un terme qui désigne (dans la nomenclature colombienne) les meurtres collectifs d'au moins quatre personnes dans un même acte de violence.
  - 14 Le danger n'est malheureusement pas surestimé, puisque plusieurs chercheurs ayant abordé le sujet ont été assassinés pour cette audace.
  - 15 Il est notamment le premier à avoir différencié les espaces de présence guérillera : zones refuges, zones de production de ressources, zones d'affrontement armé.
  - 16 Ils peuvent toutefois donner des ordres de grandeur sur les surfaces cultivées. D'après le site internet des Nations Unies (2001 : 2-3), étaient exploités en Colombie, premier fournisseur mondial de cocaïne (66 % de la production de la planète), 122 500 hectares de coca en 1999, dans des plantations de grandes tailles pour la moitié d'entre-elles (de 10 à 80 ha.). Ont également été répertoriés 7 500 ha. de pavot, et 5 000 ha. de cannabis. Si la plus grande partie de la cocaïne et l'héroïne colombiennes est destinée à être envoyée vers les Etats-Unis et l'Europe, le cannabis alimente lui, en plus du marché européen, la consommation locale.
  - 17 Le Tolima est l'un des rares départements colombiens à avoir connu une guérilla indienne : le Quintin Lame, surtout implanté dans le Cauca.
  - 18 A l'encontre de ce courant, hérité des interprétations traditionnelles de *la Violencia*, Daniel Pécaut a très tôt défendu l'idée selon laquelle la compréhension du conflit des années 1950 requerrait de prendre en compte la multiplicité de ses causes. Le sociologue a également signalé que d'intenses luttes sociales se sont produites dans les villes de 1944 à 1948 ; l'extension des combats aux zones rurales ne s'étant produite qu'une fois écrasées les organisations populaires urbaines (1976 : 56-57 ; 1987b : 341-345).
  - 19 Outre María Victoria Llorente, ce groupe est composé de Camilo Echandia, Rodolfo Escobedo et Mauricio Rubio.

### Bibliographie

- Bejarano J.A. et al., 1997, *Colombia : inseguridad, violencia y desempeño económico en las áreas rurales*. Bogotá, Univ. Externado-FONADE, 255 p.
- Betancourt D., García M.L., 1994, *Contrabandistas, marimberos y mafiosos. Historia social de la mafia colombiana (1965-1992)*. Bogotá, Tercer Mundo, 318 p.
- Blanquer J.-M., 1992, « La Colombie : la nouvelle Constitution », dans *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 7, Paris, La Doc. fr., pp. 83-97.
- Brunet R. et al., *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*. Montpellier-Paris, Reclus-La Doc. fr., 518 p.
- Camacho A., 1993, « Notas apresuradas para discutir algunas relaciones entre narcotráfico y cultura en Colombia », dans *Conflicto social y violencia, notas para una discusión*, Bogotá, IFEA-SAC, pp. 49-53.
- Camacho A., Guzmán A., 1997, « La violencia urbana en Colombia : teorías, modalidades, perspectivas », dans *Nuevas visiones sobre la violencia en Colombia*, Bogotá, Iepri-Fescol, pp. 13-52.

- Caron R., 1980, « Les choix du géographe ». *Cartes et figure de la terre*, Paris, Centre Georges Pompidou, pp. 9-15.
- Castillo F., 1996, *Los nuevos jinetes de la cocaína*. Bogotá, La Oveja Negra, 229 p.
- Comisión de estudios sobre la violencia, 1987, *Colombia : violencia y democracia*. Bogotá, IEPRI-Colciencias, 260 p.
- Comisión de superación de la violencia, 1992, *Pacificar la paz*. Bogotá, IEPRI-CINEP-CAJ-CECOIN, 301 p.
- Consejería para la reconciliación, normalización y rehabilitación, 1990, *Estadísticas generales sobre violencia en Colombia*. Bogotá, Presidencia de la República, 60 p.
- Consejo Nacional de Estupefacientes, 1995, *Compromiso colombiano frente al problema mundial de la droga : Plan nacional*. Bogotá, CNE, 182 p.
- Cubides F., Domínguez C., 1999, « Nota introductoria », dans *Desplazados, migraciones internas y reestructuraciones territoriales*. Bogotá, CES-Ministerio del Interior, pp. 15-18.
- Deas M., Gaitán F., 1995, *Dos ensayos especulativos sobre la violencia en Colombia*. Bogotá, FONADE-DNP, 415 p.
- Desepez, 1998, *Atlas de las muertes violentas en Cali (1993-1997)*. Cali, Alcaldía de Cali-DESEPAZ.
- Echandia C., 1999a, *Geografía del conflicto armado y las manifestaciones de la violencia en Colombia*. Documento de trabajo n° 18, Bogotá, Paz Pública-CEDE.
- Echandia C., 1999b, *El conflicto armado y las manifestaciones de la violencia en las regiones de Colombia*. Bogotá, Presidencia de la República, 263 p.
- Echandia C., 2000, *Geografía de la violencia homicida en Bogotá*. Documento de trabajo, Bogotá, Paz Pública-CEDE.
- Gaitán F., 1997, « El método dialéctico como alternativa para estudiar la violencia en Colombia », dans *Nuevas visiones sobre la violencia en Colombia*, Bogotá, IEPRI-FESCOL, pp. 83-101.
- García C.I., 1998, « Antioquia en el marco de la guerra y la paz : transformaciones de la lógica de los actores armados », dans *Controversia*, n° 172, Bogotá, CINEP, pp. 71-97.
- González J.-J., 1989, « Geopolítica de la violencia », dans *Análisis*, n° 2, Bogotá, CINEP, pp. 43-47.
- González J.-J., 1992, « Región y conflicto », dans *Análisis*, n° 6, Bogotá, CINEP, pp. 29-36.
- Gracia J., 1999, « Conflictos territoriales y desplazamiento en el litoral Caribe colombiano y el Sinú », dans *Desplazados, migraciones internas y reestructuraciones territoriales*. Bogotá, CES-Ministerio del Interior, pp. 148-170.
- Guerrero R., 1994, « La violencia y la seguridad en Cali : un enfoque integral y preventivo », dans *Ciudad y violencias en América latina*, Quito, PGU, Serie « Gestion urbana », vol. 2, pp. 103-108.
- Guzmán A., 1999a, *Violencia urbana y pobreza*. Cali, mimeo.
- Guzmán A., 1999b, « Violencia urbana : teorías y políticas de seguridad ciudadana », dans *Armar la paz es desarmar la guerra*, Bogotá, IEPRI-FESCOL-CEREC, pp. 163-204.
- Guzmán G. et al., 1962, *La violencia en Colombia. Estudio de un proceso social*. Bogotá, Punta de Lanza-Univ. Nacional, vol. 1, 430 p.
- Fresneda O., Sarmiento L., 1991, *Pobreza, violencia y desigualdad. Retos para la nueva Colombia*. Bogotá, PNUD.
- Instituto Nacional de Medicina Legal y Ciencias Forenses, 2000, *Forensis 1999 : datos para la vida*. Bogotá, CRNV, 52 p.
- Kalmanovitz S., 1990, « La violencia y las ciencias sociales », dans *Foro Nacional para, con, por, sobre, de cultura*, Bogotá, Colcultura.
- Llorente M.V. et al., 2001, « Violencia homicida y estructuras criminales en Bogotá », dans *Análisis Político*, n° 4, Bogotá, IEPRI, pp. 17-38.
- Losada R., Vélez E., 1988, *Muertes violentas en Colombia 1979-1986*, Bogotá, Instituto SER de Investigación, 79 p.
- Mesclier E. et al., 1999, *Dinámicas socioeconómicas del espacio colombiano*. Bogotá, CRECE-DANE-IRD, 147 p.
- Observatoire Géopolitique des Drogues, 1993, *La drogue, nouveau désordre mondial. Rapport 1992-1993*. Paris, Hachette, 322 p.
- Oquist P., 1978, *Violencia, conflicto y política en Colombia*. Bogotá, Banco Popular, 339 p.
- Ortiz C.M., 1992, « Los estudios sobre la violencia en las tres últimas décadas », dans *Boletín socioeconómico*, n° 24/25, Cali, CIDSE, pp. 44-76.
- Osorio F.E., 1993, *La violencia del silencio, desplazados del campo a la ciudad*, Bogotá, CODHES, 220 p.

- Pécaut D., 1976, « Quelques réflexions sur le phénomène de « La Violence » dans les années 1945-1953 ». *Caravelle*, n° 26, Toulouse, UTM, pp 55-67.
- Pécaut D., 1987a, « Crise, guerre et paix en Colombie », dans *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 84, Paris, La Doc. fr., pp. 3-28.
- Pécaut D., 1987b, *L'ordre et la violence : évolution socio-politique de la Colombie entre 1930 et 1953*. Paris, EHESS, 486 p.
- Pécaut D., 1990, « La Colombie dans la tempête », dans *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 98, Paris, La Doc. fr., pp. 3-30.
- Pécaut D., 1994, « El desgaste de los clichés », dans *El Tiempo, Lecturas Dominicanas*, 9 oct., Bogotá, pp. 8-10.
- Pécaut D., 1996, « Réflexions sur la violence en Colombie », dans *De la violence*, Paris, Odile Jacob, pp. 221-271.
- Pécaut D., 1998, « La contribución del IEPRI a los estudios sobre la violencia en Colombia », dans *Análisis político*, n° 34, Bogotá, IEPRI, pp. 72-88.
- Pécaut D., 2000, « Colombie, violence sans fin ». *Le Monde des débats*, n° 17, Paris, pp. 6-7.
- Peralta V., La Rosa M., 1997, *Los colombianistas*. Bogotá, Planeta, 334 p.
- Pizarro E., 1996, « Les forces armées dans un contexte d'insurrection chronique ou le statut des forces armées dans la société colombienne ». *La Colombie à l'aube du troisième millénaire*, Paris, IHEAL, pp. 65-86.
- Platt T., 1992, « Emplois descriptifs et polémiques du concept de violence ». *Revue internationale des sciences sociales*, n° 132, Unesco-ERES, pp.185-192.
- Puyana A. M., 1999, « Cultivos ilícitos, fumigación y desplazamiento en la Amazonia y la Orinoquia ». *Desplazados, migraciones internas y reestructuraciones territoriales*. Bogotá, CES-Ministerio del Interior, pp. 240-273.
- Reyes A., Bejerano A.M., 1988, « Conflictos agrarios y luchas armadas en la Colombia contemporánea : una visión geográfica », dans *Análisis Político*, n° 5, Bogotá, IEPRI, pp. 6-27.
- Reyes A., 1996, « Contra reforma agraria de los narcos », dans *El Espectador*, 10 mars, Bogotá, p. 8A.
- Reyes A., 1999, « Geografía de la guerra », dans *El Tiempo, Lecturas dominicales*, 17 oct., Bogotá, pp. 1-11.
- Rubio M., 1996, *Homicidios, justicia, mafias y capital social. Otro ensayo sobre la violencia colombiana*. Documento CEDE 96-06, Bogotá, CEDE, 65 p.
- Rubio M., 1998, *Rebeldes y criminales : una crítica a la tradicional distinción entre el delito político y el delito común*. Documento CEDE 98-06, Bogotá, CEDE, 41 p.
- Rubio M., 1999a, « La justicia en una sociedad violenta », dans *Reconocer la guerre para construir la paz*, Bogotá, CEREC-Uniandes-Norma, pp. 201-236.
- Rubio M., 1999b, « Criminalidad urbana en Colombia », dans *Reconocer la guerre para construir la paz*, Bogotá, CEREC-Uniandes-Norma, pp. 237-282.
- Sánchez G., Meertens D., 1983, *Bandoleros, gamonales y campesinos*. Bogotá, El Ancora, 255 p.
- Sánchez G., 1986, « Los estudios sobre la Violencia : balance y perspectivas », dans *Pasado y presente de la Violencia en Colombia*, Bogotá, CEREC, pp. 11-30.
- Sánchez G., 1993, « Los intelectuales y la violencia », dans *Análisis Político*, n° 19, Bogotá, IEPRI-Tercer Mundo, pp. 40-48.
- Sarmiento A., 1999, « Violencia y equidad », dans *Armar la paz es desarmar la guerra*, Bogotá, IEPRI-FESCOL-CEREC, pp. 227-261.
- Uribe M.V., 1990, « Bipartismo y masacres en el Tolima durante la violencia », dans *Análisis*, n° 4, Bogotá, CINEP, pp. 23-28.
- Vargas R (dir.), 1994, *Drogas, poder y región en Colombia. Impactos locales y conflictos*. Bogotá, CINEP, Vol.2, 343 p.
- Vélez M.A., 2000, *FARC-ELN : evolución y expansión territorial*. Documento CEDE 2000-08, Bogotá, CEDE, 43 p.
- Wacquant L., 1999, *Les prisons de la misère*. Paris, Raisons d'agir, 189 p.



## RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

La déconstruction des cartes produites sur la violence en Colombie depuis quarante ans par les chercheurs colombiens en sciences sociales permet de suivre l'évolution de la perception du phénomène, et la prise en compte des dynamiques territoriales dans son interprétation. D'abord conçues comme de simples illustrations, les cartes sur la violence ont été peu à peu intégrées à la réflexion comme instruments d'analyse. Alors que son emploi est devenu systématique, surtout depuis une dizaine d'années, la cartographie a enrichi la vision traditionnelle de la violence, auparavant centrée sur ses aspects politiques et institutionnels. L'héritage historique de la *violencia* des années cinquante, la présence plus récente des groupes armés (guérillas puis paramilitaires), le narcotrafic et les circuits de la drogue, la lutte pour le contrôle des richesses, la violence en milieu urbain, le problème des personnes déplacées, etc., ont fait l'objet d'une exploration de plus en plus méthodique, à différentes échelles (nationale, régionale, intra-urbaine), qui permet aujourd'hui de dresser un panorama assez complet des dimensions territoriales de la violence en Colombie.

\*\*\*

*La deconstrucción de los mapas sobre la violencia en Colombia producidos por los investigadores colombianos en ciencias sociales desde hace cuarenta años, permite seguir la evolución de la percepción del fenómeno, y la consideración de las dinámicas territoriales en su interpretación. En primer lugar concebidos como simples ilustraciones, los mapas sobre la violencia se integraron poco a poco a la reflexión como instrumentos de análisis. Mientras que su empleo se volvió sistemático, sobre todo desde hace unos diez años, la cartografía enriqueció la visión tradicional de la violencia, antes centrada en*

*sus aspectos políticos e institucionales. La herencia histórica de la violencia de los años cincuenta, la presencia más reciente de los grupos armados (guerrillas y luego paramilitares), el narcotráfico y los circuitos de la droga, la lucha para el control de las riquezas, la violencia en medio urbano, el problema de las personas trasladadas, etc., fueron objeto de una exploración cada vez más metódica, a distintas escalas (nacional, regionales, intraurbana), que permite hoy elaborar un panorama bastante completo de las dimensiones territoriales de la violencia en Colombia.*

\*\*\*

The deconstruction of the maps achieved on violence in Colombia since forty years by the Colombian researchers in social sciences, has made it possible to follow the evolution of the perception of the phenomenon, and the taking into account of territorial dynamics in its interpretation. Initially conceived as simple illustrations, the maps on violence were integrated little by little into the reflection as instruments of analysis. Whereas its employment became systematic, especially since ten years, the cartography has enriched the traditional vision of violence, axed before on its political and institutional aspects. The historical heritage of the *violencia* of the Fifties, the more recent presence of the armed groups (guerrillas then paramilitary), the narcotrafic and the drug channels, the fight for the control of wealth, the violence in urban environment, the problem of displaced people, etc., were the subject of an exploration getting more and more methodical, on various scales (national, regional, intra-urban), which makes it possible today to draw up a rather complete panorama of territorial dimensions of violence in Colombia.